

ROMPONS les RANGS!

JOURNAL du COLLECTIF de LUTTE ANTIMILITARISTE

L'ECHO
des casernes

ATTENTION

ARMÉE

NUMERO 3

FEVRIER 1980

5 f.

SOMMAIRE

Situation internationale.....	3
Guerre d'Algérie	4-5
Objecteurs-insoumis, déserteurs	6
Echo des Casernes	7-10
Defense	11
Tribune libre sur le mouvement des soldats	12-13
Militarisation	14
Antimilitarisme	15
La légion saute sur Kolwezi.....	16

courrier

La discussion entre les deux objecteurs et les trois partisans de l'action dans les casernes (cf « Rompons les rangs n°2 ») était fort intéressante. Ces derniers ont tout tenté pour faire valoir le bilan des actions entreprises par les comités de soldats : que c'est peu ! Il leur a fallu en venir à rappeler des faits vieux de plusieurs années ! Pour une action de temps en temps, ici ou là, ça ne vaut pas la peine de subir un an d'esclavage, comme l'on bien dit les objecteurs (...)

Parmi les partisans de l'action à l'intérieur de l'armée, il y avait une fille, Diane. Elle a donc eu le grand privilège de ne pas subir un an d'esclavage à la caserne. Y pense-t-elle quand elle conseille aux autres d'y aller ?

Diane a évoqué le sexisme à l'armée. Faisait-elle référence au refrain habituel sur « le sexisme qu'on inculque aux bidasses, mais ce n'est pas leur faute... » ?

Non, Diane, les appelés ne sortent pas plus sexistes de l'armée qu'ils n'y sont rentrés. Le service n'est pas valorisant, ni virilisant. Les vrais « machos », ce sont les cadres (et les troupes d'élite), mais Bidasse, pour la société militaire, n'est qu'un sous-homme.

Evidemment, il y a machisme dans l'armée, mais qui oppose des hommes à d'autres hommes : les cadres contre les appelés. Les femmes civiles sont méprisées au même titre que les appelés (puisqu'on assimile ceux-ci à des femmes), mais elles ont sur eux l'immense avantage d'être dehors (...)

Bien cordialement

Jean (Hérault)

Rompons les Rangs N°3
Dépôt légal 1^{er} trimestre 80

Commission paritaire
N°58.834

Directeur de Publication :
Daniel Guerin
Imprimerie :
Imprimeurs Libres

vite... vite... vite... vite...

On en était resté au projet de dissolution du 9^e RCP qui avait été perdu il y a quelque mois par quelques « chasseurs de gaspi » galonnés. Pas d'illusion : ça ne changeait rien au rôle de nos glorieux paras : quelques appelés en moins, et des contrats d'engagement en plus. Mais voilà, conjoncture oblige, qu'il n'en n'est plus question « afin de conserver la disponibilité de cet important instrument de la défense française ». Brrr...

En Grande-Bretagne, y'a pas que la grève générale des métallos, le million et demi de chômeurs dépassé, les interventions coloniales en Irlande. Y'a aussi depuis quelques jours, des films réguliers sur les « terribles » armées de l'Est. Fais-moi peur, ça cachera toujours quelque chose.

objection



20 F. CLO BP 103 75 522 Paris cedex 11

Cette brochure de 192 pages comprend :

- Première partie : l'arsenal juridique : les différents codes et textes applicables, les différentes juridictions.
- Deuxième partie : de l'acte au délit : la procédure de droit commun (les rapports avec la police ou la gendarmerie, avec la magistrature), les différentes formes de jugements rendus.
- Troisième partie : dans le tribunal correctionnel : les parties en présence et les différentes attitudes face au procès, proposition d'une attitude collective de rupture.
- Quatrième partie : les conséquences du procès : le jugement et les différentes voies de recours, l'exécution des jugements.
- En annexe : des exemples de conclusions juridiques, différentes adresses de groupes anti-militaristes, d'organisations, une bibliographie ainsi qu'un index alphabétique.

Cette brochure est disponible au prix de :

20 F. port compris
des CLO BP 103
75 522 Paris cedex 11
du journal OBJECTION
BP 177
72 004 Le Mans cedex

même que dans certaines librairies.

AVIS DE RECHERCHE

Gendarmerie Nationale



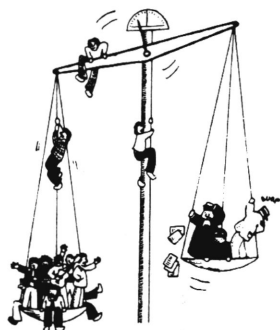
Fichage de l'ennemi intérieur

Numero special

2,50 F

Comités de Lutte des Objecteurs

DEFENSE COLLECTIVE



LES ANTI-MILITARISTES
FACE AUX TRIBUNAUX
CORRECTIONNELS

«Objection»

Libération Afrique

7 F

Nouvelle série n° 4

NOVEMBRE 79 JANVIER 1980

SOMMAIRE

Courrier Livres	2
Tribune libre - le syndicalisme en Afrique	3
Cinéma et documentation étrangère en Afrique Noire (2)	4
Le MAURICE : grève générale	5
Le budget 80 de la « Coopération »	7
Les Willot en Centrafrique (suite)	8
La MAURITANIE : les harratines, luttes et répression	9

DOSSIER LES FINANCEMENTS ARABES EN AFRIQUE

Fiches cuisine : DELMAS-VIEUX	16
Feuilleton (3) : L'irrésistible ascension d'Arthur Verdier	18
Rhodesie, est-ce fini ?	19
Grèves en Afrique du Sud	22
SAHARA : nouvelles de l'Association des amis de la F.A.S.D.	23
Nouvelles brèves	24

LIBERATION AFRIQUE

14 rue de Nanteuil 75015 Paris

Revue trimestrielle

Abonnement 1 an

France 30 F

Etranger 50 F

Chèque 50 F

et 100 F



Abonnement au Bulletin du Cedetim CPP n° 53551 07 publication Franjoia Della Stude

appel appel appel appel

L'appel lancé dans le n° 2 de Rompons les Rangs, à l'initiative du CLAM, du CEDETIM et de Libération-Afrique, a été retiré et de nombreuses signatures nous ont déjà été adressées. Cet appel, ne l'oublions pas, exige : — le retrait immédiat des troupes françaises hors d'Afrique et la dissolution des forces spéciales d'intervention. — la suspension de tous les accords de pseudo-coopération,

et l'abrogation des accords de coopération militaire. — la mise sur pied d'un tribunal international chargé de juger les crimes de l'impérialisme français en Afrique.

Tous nos lecteurs qui souhaitent faire signer l'appel dans leur entreprise, leur quartier peuvent réclamer à Rompons les Rangs des exemplaires : Rompons les Rangs, B.P. 328, 75624 Paris Cedex 13.

LES SOLDATS SERONT TROUBADOURS

par Jean-Pierre Bertrand (Ed. La France sauvage)

Rompons les rangs avait déjà mentionné dans son numéro 2, brièvement par faute de temps et de place, ce livre. Un bouquin truculent, ébouriffant, qui tranche sur tous les autres ouvrages consacrés à la chose militaire. Son originalité est à la fois sa qualité et son défaut. Bertrand annonce carrément la couleur. Il a été responsable « mao ». Il en a gardé le côté « spontex ». Toute sa démonstration passe, comme il dit, « à travers les filtres maos ».

Aussi n'est-il pas tendre pour les gauchistes, disciples de M. Krivine. Il éreinte l'Appel des Cents et le Col Rouge des marins de Toulon. Le type de guérilla qu'il entend mener, à sa façon, contre l'Armée est, observe-t-il avec hargne, coiffé par le mépris distant de beaucoup d'intellectuels ou de révolutionnaires. Ce dont il rêve, et qu'il a expérimenté au temps lointain où il était bidasse, n'a « rien à voir avec la petite CGT des-casernes en puissance ». Il reproche à Lutte anti-militariste, et aussi à IDS, d'avoir la manie d'« organiser ». Son Internationale, ce n'est pas celle du poing levé, mais celle « de la renaissance du genre humain ». A l'opposé des « docteurs en révolution », il ne mise guère sur les comités de soldats, « ratatinés parce qu'ils sont à côté du problème ».

Pourtant, ailleurs, il admet que l'Appel des Cent n'a pas peu contribué aux explosions spontanées de Draguignan et autres lieux. Il se contredit encore lorsqu'il convient que « dans le néo-militarisme, l'homme des casernes n'est plus l'agent central de l'affaire ». Et pourtant, à longueur de pages et de répétitions, il vise à démilitariser, à déstabiliser.

Comment ? Sur ce point son vocabulaire est surabondant. Il va de l'humour, la dérision, l'espièglerie, au droit à la paresse, à la limite de la résistance passive et de la

provocation. Il énumère une infinité de trucs pour contourner l'institution militaire, pour sortir les appelés de leur caserne intérieure, pour les transporter dans une « anti-caserne ». Trucs ingénieux et savoureux, dont on aimerait pouvoir ici feuilleter tout le catalogue. Il y aurait mieux à faire que de se fixer sur ce qui se vit dans la caserne ; tout se passe, prétend Bertrand, comme si les appelés voulaient cesser de penser à partir des cadres matériels de leur existence militaire. Souhait méritoire, attrayant, mais pas toujours proche du réel !

Notre ex-mao n'en a cure. Il a plus d'un tour dans sa musette. Les perms sauvages sont un de ses « trucs libérateurs ». Et aussi se balader à poil, se faire la bise au rapport, voire se pieuter dans le plumard d'un pote, se cotiser pour offrir un cadeau à l'adjudant, fraterniser avec les jeunes civils, se livrer à toutes les fantaisies.

Reste à prouver que ces plaisantes transgressions suffiraient à ébranler la lourde machine militaire...

D.G.

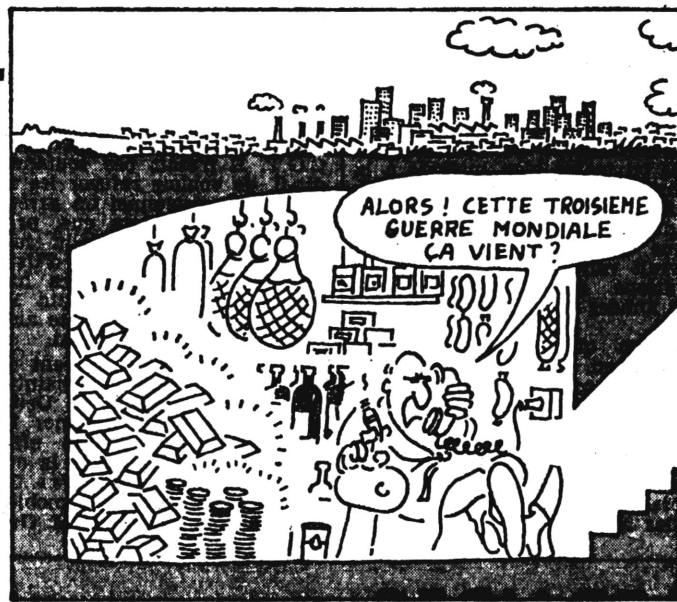
* journal du Comité Anti-militariste publié de 1972 à 1976

Nous n'en avons pas parlé dans ce numéro (on veut faire mieux la prochaine fois !) : la parution aux Editions Alain Moreau du livre M... comme militaire. Ce livre (volumineux) contient plein de choses utiles sur notre bonne armée française, des documents, des analyses, des interviews. Mais c'est 2 anciens journalistes de Rouge qui l'ont rédigé, et le point de vue défendu n'est bien sûr pas « neutre » et doit être débattu. A lire absolument.

« (...) Lorsque avec un bon sourire dans le métropolitain
poliment vous nous demandiez
deux points ouvrez les guillemets
descendez-vous à la prochaine
jeune homme
c'est de la guerre dont vous parlez
mais vous ne nous ferez plus le coup du père François
non mon capitaine
non monsieur un tel
non papa
non maman
nous ne descendrons pas à la prochaine
ou nous vous descendrons avant
on vous fouta par la portière(...) »

Prévert

demain.... la troisième?



(Dessin de KONK.)

C'est sûr, on en cause ! La « CHOSE » s'étale à longueur de colonnes, d'ondes, d'images, de discours. Remarquez, flipper à l'idée de la prochaine guerre, ça fait un peu oublier les petits malheurs quotidiens. Crise, chômage, coût de la vie, répression, qu'importe : on est tous frères face au péril soviétique ! A moins que...

Comment ? Intox, vous avez dit intox...

Depuis quelque temps, on voit se développer dans les pays occidentaux une vaste campagne de propagande alarmiste sur les dangers d'un nouveau conflit mondial et la supériorité militaire du pacte de Varsovie.

Récemment, la « découverte » des SS 20 - missiles nucléaires soviétiques à têtes multiples pointés sur l'Europe - a été l'occasion pour les stratèges et dirigeants occidentaux, allemands et américains en tête, de dénoncer le retard du « monde libre » sur le bloc de l'Est et de lancer un programme de modernisation/renforcement des armes nucléaires de l'OTAN.

Et que dire du tour de force de nos bonnes bourgeoisies, soudain éprises du « droit des peuples » pour condamner l'intervention massive de l'armée soviétique en Afghanistan ; droit des peuples qu'elles avaient sans doute oublié lors de la guerre du Vietnam ou de l'opération Baracuda en Centrafrique ! Deux poids, deux mesures : il y a sans doute les « bonnes » interventions et les « mauvaises » ; et les paras français qui ont installé au pouvoir un « grand ami de la

France » (Dacko) en écartant un autre « ami de la France » (Bokassa) valent sans doute mieux que les paras soviétiques qui ont installé à Kaboul un « ami de l'URSS » (Karmal) après avoir liquidé un autre « ami de l'URSS » (Amin) ! Curieuse logique.

L'entreprise Bourrage de crânes bat son plein. Les grands de ce monde, pape compris, y vont tous de leur petite chansonnette : déstabilisation, conflit mondial, péril soviétique, rien n'y manque !

Derrière la propagande..

Il faut quant même reconnaître qu'elles ne s'annoncent pas sous les meilleures auspices, ces années 80.

Alors que la crise économique sévit à l'Est comme à l'Ouest, la course aux armements continue de plus belle, avec la production de matériels de plus en plus raffinés. Le « progrès » scientifique et technique dans l'« indus-

trie de la mort » amène à des bouleversements stratégiques, ô combien inquiétants : ainsi, la miniaturisation et l'augmentation extraordinaire de précision des armes nucléaires ouvrent dorénavant la possibilité de conflits nucléaires localisés (en Europe, par exemple) et celle de « mener une guerre nucléaire pour la gagner » (sic !).

La situation internationale n'est pas vraiment enthousiasmante non plus : dans une ambiance de recul des perspectives révolutionnaires, elle mar-

preuve de force au Moyen Orient lié à la crise des approvisionnements pétroliers et à la chute du shah en Iran ; présence massive en Afrique de troupes et conseillers militaires français, cubains, soviétiques... ; création ou réorganisation de forces d'intervention extérieures notamment par la France (**), les Etats-Unis et... l'URSS qui développe sa marine de surface et met

pulser un minimum de riposte :

* L'axe prioritaire n'est sans doute pas une lutte vague et générale contre la guerre ; mais il est possible - et nécessaire - de dénoncer dès maintenant les menaces que font peser sur les peuples les deux superpuissances et leurs alliés. Course aux armements (un million de dollars



dépensé dans le monde... par minute ! ! !), militarisation accélérée, bruits de bottes : on ne veut pas de l'avenir qu'ils nous préparent !

* Les rapports Est-Ouest qui occupent le devant de la scène ne doivent pas nous faire oublier le « dialogue Nord-Sud ». « Coexistence pacifique » ou non, les pays impérialistes ne se gênent pas pour intervenir là où leurs intérêts économiques et stratégiques sont en jeu : France en Afrique, URSS en Afrique et en Afghanistan, et demain... les USA en Iran ou en Amérique Centrale ?

Lutter contre l'impérialisme et en premier lieu contre notre propre impérialisme, c'est aussi un moyen de lutter contre les risques de conflit mondial. Ce doit être aujourd'hui une des tâches principales des antimilitaristes qu'ils ne pourront bien sûr pas mener seuls à bien. Les initiatives prises récemment en commun par le CLAM, le CEDETIM et Libération-Afrique sont un exemple (certes timide) de la voie à suivre.

G. M.

(*) Devant l'ennemi commun soviétique, Etats-Unis et Chine ont dépassé le stade des « actions parallèles » pour celui des « relations de partenaires ».

A quand l'alliance ?

(**) cf. « Rompons-les-Rangs » n°2

Et nous, qu'est-ce qu'on fait là-dedans ?

Un coup d'œil sur les partis de gauche nous offre un spectacle peu réjouissant : PC et PS sont tous deux empêtrés dans leur baratin sur la « bonne » défense nationale, la « bonne » bombe, etc. Et face aux derniers événements, le PS choisit une sage inaction alors que le PC, qui a déjà pris l'initiative d'une manifestation contre la modernisation des missiles de l'OTAN, s'aligne totalement sur l'URSS...

Quant au mouvement antimilitariste civil, il n'est certes pas au mieux de sa forme. Constat qui d'ailleurs ne doit pas pour autant fournir prétexte à la passivité : même faible et divisé, le mouvement antimilitariste a des responsabilités et doit essayer d'im-

que une nette tendance à l'alignement des différents pays et même des mouvements de libération nationale sur deux blocs stratégiques antagonistes : USA-Europe Occidentale- Japon et... Chine (*) d'un côté, URSS-Europe Orientale- Cuba- Vietnam de l'autre. Parallèlement, un « trouble fête » fait son apparition, n'entrant pas dans les catégories habituelles et refusant les règles traditionnelles du bon goût diplomatique (la prise d'otages américains à Téhéran en est un exemple) : l'Islam.

D'autre part, le relatif équilibre nucléaire global entre les deux blocs a permis la multi-

plication des conflits locaux conventionnels et l'accélération de la compétition inter-puissances pour le repartage du monde en zones d'influence : guerres dans le Sud-Est asiatique (Chine-Vietnam-Cambodge) ; intervention soviétique en Afghanistan, avec pour corollaire le renforcement de l'aide US et chinoise au Pakistan voisin ; risque d'é-



Table ronde

Nous avons invité les auteurs de deux livres, Jean-Pierre Vittori (*Nous, les appelés d'Algérie, Le Seuil*) et Dimitri Davidenko (*Chouf !, Encre Editions*), à une table ronde que voici :

Vittori : - Le problème des appelés ne se pose pas de la même façon en 1980 qu'à l'époque de la guerre d'Algérie. Nous sommes aujourd'hui en période de « paix », de paix surarmée puisqu'on assiste à une surenchère d'appareillage militaire sophistiqué : l'homme disparaît au profit du matériel. La France des années 1950, c'était une France de guerres coloniales. On vivait dans un contexte de guerre depuis pratiquement le début du siècle.

Davidenko : - Oui, le Français était militarisé. Il était un soldat de réserve toute sa vie. Il pouvait être appelé d'un jour à l'autre à une mobilisation générale ou partielle. Maintenant c'est une perspective qui, malgré la tension internationale, ne semble pas immédiate.

Vittori : - Les types de guerres ont été différents. Celle d'Indochine a eu recours à une armée de mercenaires, alors que la guerre d'Algérie, elle, a fait appel au contingent. On a imposé aux appelés d'y participer. Le soldat appelé se trouvait confronté au même problème que le soldat allemand en France : on lui faisait faire de l'occupation, maintenir la présence française en Algérie. Pour moi personnellement, cet aspect, à l'époque, ne m'apparaissait pas. On arrive toujours à inculquer au soldat que le « droit » est de son côté. Tout comme on l'avait inculqué au soldat allemand à Prague, Vienne ou ailleurs. Pour le moins, on s'est assuré sa passivité.

Rompons les rangs : - Pour ce faire, il a fallu que le mythe des « trois départements français d'Algérie » soit enfoncé dans sa cervelle.

Vittori : - A l'époque, c'était une évidence. En Algérie il y avait un million de Français et l'on apprenait à l'école que « l'Algérie, c'est la France ». Comme on nous répète aujourd'hui que la Corse ou la Bretagne sont la France. Pourtant une mer sépare l'Europe de l'Afrique du Nord. Mais c'était comme ça, c'était une duperie générale. Et qui, parmi les Français métropolitains, n'avait pas un parent qui se trouvait là-bas ? Il y avait eu

de grandes migrations, suscitées par l'attrait de la colonisation. De dix mille Européens en 1830, on a passé à cent, deux cent, trois cent mille et finalement un million. Même les gens politiquement évolués se rendaient-ils compte que l'Algérie n'était pas la France ?

Davidenko : - C'est un phénomène qui se renouvelle. Exemple, l'opération de Kolwezi. La majorité des gens, la presse, la télé

A la stupeur des hommes de quarante ans que nous sommes aujourd'hui, on constate que cela peut fonctionner encore. Dans les semaines qui ont suivi Kolwezi il y a eu recrudescence d'engagements dans la Légion et les paras. Ce truc n'est pas tant destiné aux militaires de carrière. Il n'est pas besoin de leur dire comme aux appelés : « Tu vas sauver des vies humaines ». C'est leur métier, leur mission et on leur insuffle l'esprit de corps : « C'est toi le plus beau, le plus grand, tu sais tout faire, tu es encore meilleur que le régiment qui est à côté ». On pourrait tout aussi bien les lancer demain aux portes de l'usine Renault en leur commandant de briser une grève.

cerveaux sont militarisés, l'on peut, sous un prétexte d'apparence « noble », embrigader les gens et en faire ce qu'on veut. En Algérie, on a pu briser les individus et leur faire faire n'importe quoi. Je l'ai vu sur le terrain. Même si, au fond, les gars n'étaient pas d'accord, ils disaient : « Oui, mais on ne peut tout de même pas tirer dans le dos des copains ». Il y a eu des conflits dans la conscience de certains individus, et c'est pour ça que notre génération ne s'est pas remise de cette guerre...

Vittori : - C'est pour moi un problème : je n'arrive pas à être antimilitariste. C'est qu'on assiste à une intensification de l'ar-

défenseurs de l'ordre établi. Je ne suis pas non violent ou pacifiste, mais je pense que l'esprit militaire est la cristallisation de tout ce qui fait fonctionner et durer la société.

Vittori : - Ce que tu dis n'est pas réaliste. On ne change pas la société en refusant d'aller travailler dans une usine.

Davidenko : - En Algérie, nous avons fait fonctionner cette armée à plusieurs niveaux. Il y avait ceux qui se sont portés volontaires pour les troupes de choc et ceux qui sont restés opposés à la guerre d'Algérie pendant tout leur service. Une société repose sur la passivation des individus et, que l'on soit à l'intérieur ou à l'extérieur, il ne faut jamais se laisser passiver. Mais c'est la chose la plus difficile qui soit. L'Armée sait sélectionner les hommes et les faire obéir passivement à tout ordre de destruction, d'exaction quel qu'il soit. Il faut garder toujours son esprit critique, ne pas se laisser submerger par le système répressif et ne pas l'accepter.

Vittori : - N'oublions pas non plus le contexte raciste de l'époque, toujours actuel d'ailleurs. Il est toujours très facile de réunir cent personnes et de leur faire faire une chasse au faciès. On a fait appel à cela durant la guerre d'Algérie et il était difficile d'y résister. Depuis, bien des choses ont changé. On ne pouvait pas s'imaginer en 1960 qu'il y aurait un jour des comités de soldats, même pourchassés. Jusqu'à la mentalité d'un certain nombre d'officiers a changé. Et puis il y a eu Mai 68 qui a eu son importance dans l'évolution du pays.

Davidenko : - L'Algérie a été perdue par la France et gagnée politiquement par les Algériens. Le terrain de l'action s'est déplacé. La dictature des colonels grecs comme celle de Franco ont pris fin sans un coup de fusil. C'est sur le terrain de la prise de conscience politique globale qu'il faut se battre. Je ne suis pas du tout convaincu de la nécessité de faire son service sous couleur d'apprendre à se servir des armes.

Vittori : - Tu conviens toi-même qu'il est facile de conditionner les gens. Et bien moi je suis persuadé que, dans un contexte particulier, on pourrait faire intervenir l'armée de métier en s'assurant la passivité de beaucoup de gens. Il suffirait que l'on désigne à la vindicte de l'opinion publique un certain nombre de Français.



n'ont pas bronché. Pour eux, les paras avaient sauté pour sauver les Européens. Pourtant les massacres ont eu lieu davantage pendant l'intervention qu'avant !

Vittori : - La façon dont on fait jouer le sentiment humanitaire a été exploitée pendant toute la guerre d'Algérie. Il suffisait de lire les titres de la presse : « Trois Européens massacrés » etc., bref la civilisation face à la barbarie.

L'armée de métier a la mentalité mercenaire. J'ai reçu des lettres de paras qui me démentaient. Mais je soutiens qu'un mercenaire fait ce qu'on lui ordonne de faire, ce pour quoi il est payé, quel que soit le préjudice subi par les populations. Tout comme il est facile de faire intervenir les CRS contre une manif.

Davidenko : - Je pense, moi, qu'il s'agit de démilitariser les individus. Dès le moment où les

mée de métier. Je ne pense pas qu'il faille laisser le terrain à ceux qui la prônent. Je suis pour une armée de conscription, ce qui ne veut pas dire que je suis militariste. Je souhaite une armée où l'on pourrait développer une certaine démocratie.

Davidenko : - Moi, je suis totalement antimilitariste. Pour moi, l'Armée est une machine à broyer les individus. L'essentiel de sa fonction est de faire des

LA VOIX DES APPELES

D'ALGERIE

A l'occasion du 25^e anniversaire de l'insurrection algérienne, Daniel Guérin a publié un témoignage vécu sur les soutiens politiques divers de l'anti-colonialisme français à cette lutte libératrice. Il en révèle des aspects trop ignorés, parce qu'aujourd'hui occultés des deux côtés de la Méditerranée.

Il appartient à un journal comme le nôtre de s'intéresser particulièrement à la correspondance que recevait l'auteur de militants sous l'uniforme, contraints de participer à la chasse aux « fellagas ». L'un d'eux, Jacques Cibré, était comme Guérin membre de la « Nouvelle Gauche ». Il avait dû quitter ses camarades de parti pour aller se battre.

A la fin septembre 1957, après une formation « très dure » en Allemagne occupée, Jacques est jeté dans la fournaise. C'est l'armée des tueurs professionnels (paras et légionnaires) qui « fait le gros du travail », le contingent se consume d'inaction et d'ennui. « Nous couchons sous des marabouts geants. Nous mangeons très mal. Les gars ici sont à bout de force (vingt-mois parfois) et la plupart intoxiqués par l'alcool. La chaleur les rend malades et ils noient leur cafard dans la boisson. Les seules nouvelles que j'ai sont celles de Radio-Alger ».

Le 2 décembre, Jacques décrit son premier baroud : « Je fus réveillé à 23 heures avec deux autres pour être embarqués à destination d'un petit village près d'ici où, à l'étonnement général, les paras ont déniché douze fellagas et où nous étions amenés en qualité de renforts « involontaires » pour une contact-partie. Si personne n'y va, on les désigne, ces volontaires. Et on leur dit : « Les gars, nous allons dépanner des copains qui, d'un instant à l'autre, peuvent se faire descendre sur place. Si nous y allons, c'est pour sauver des gars, et non pour autre chose ». Et Cibré ajoute : « Si on tombe sur des rebelles, on sait bien, nous, qu'il ne s'agira pas d'aller leur expliquer que nous allions pour sauver des copains ».

Le 16 janvier 1958, Jacques raconte comment sa compagnie a eu « son premier fellaga ». Une patrouille voit dans un champ inondé un homme en treillis, chapeau de brousse, pataugas. Le chef de patrouille le somme de lever les mains. Trois coups de PA lui passent tout près ; alors toute la patrouille décharge son PM sur le fellaga qui essaie de fuir. Nous sommes allés une heure après ramasser le cadavre. Le côté farce de cette affaire, c'est la façon dont les huit de la patrouille se sont montrés : C'est moi ! Non, c'est moi, mais non c'est moi qui le premier ai tiré ! Le fellaga était un chef FLN recherché depuis un an. (...) La bête qui sommeillait au fond de chacun s'est brusquement réveillée.

(Quand l'Algérie s'insurgeait 1954-1962, pages 132-134, Editions La Pensée sauvage, diffusion Diffedit, 96, bd Montparnasse Paris 14^e)

Davidenko : - Il y avait, outre le chantage à la perm., le chantage au « rab. » si l'on faisait trop de taule, enfin le chantage à la mutation en unités opérationnelles. Même si on avait des vellétés antimilitaristes, on ne pouvait rien faire, car on ne se sentait pas appuyé par la population. Le déserteur ne trouvait pas refuge et le système policier se mettait en route. Et puis le sentiment de honte : « Refuser certaines tâches aurait été réprouvé comme lâcheté au village natal. Mieux valait faire un sale boulot que s'y dérober. Et puis les français sont un peuple belliqueux. Sur le terrain les types se montraient bagarreurs. Au moment de l'action physique, ils « marchaient ».

Vittori : - Un type qui n'avait aucune haine profonde, aucun racisme, se faisait avoir malgré lui par la guerre.

Davidenko : - C'est pourquoi nous en voulons à ceux qui nous ont fait faire cette guerre. Je suis parti en 1960. J'étais dans les manifs en 1958 contre le premier putsch d'Alger. Mais je n'ai pas tenté de me faire réformer ou de désertir, croyant que le meilleur moyen d'agir était d'être à l'intérieur de l'Armée. Pour moi, rester en France n'était pas une solution. Un autre type m'aurait remplacé en Algérie. Une bonne minorité d'appelés ont agi comme ça.

Vittori : - Le contingent a suivi une voie parallèle à celle du pays.

La France de 60 n'était plus celle de 56. Il y avait eu une profonde évolution, une aspiration à en finir avec la guerre. L'appelé est devenu plus apte à sentir les pulsations du pays. J'ai discuté avec deux enseignants communistes mutés aux cuisines. On ne dira jamais assez le rôle du transistor. Les bidasses ont ains découvert que des syndicats, des partis politiques dénonçaient le putsch. Après avoir cru qu'ils n'étaient pas soutenus, les appelés se sont sentis dans la légalité. Le pouvoir nous donnait l'ordre de nous opposer par tous les moyens à un quarteron de généraux mutins. Les sections n'étaient plus commandables par leurs chefs. Au rapport les types interpellaient le pitaine et lui demandaient ses intentions. Il répondait : « Rassurez-vous. Je reste du côté de la France ».

Davidenko : - Mais je crois qu'on avait la trouille de mener une action plus radicale.

Vittori : - Car personne n'aurait suivi.

Davidenko : - Mis d'office dans une section EOR, j'ai refusé tout grade. Ils m'ont muté dans une unité dite disciplinaire. C'était plutôt une section d'illettrés : ouvriers mineurs immigrés, taulards. Ça n'a pas été dur pour moi de me retrouver là. C'était mon milieu d'origine. Je conclus en disant qu'il faut désacraliser toutes les structures militaires. L'Armée ne doit pas être ce qu'est l'Eglise pour les croyants.



Rompons les rangs : - Y avait-il en Algérie des gars qui renâclaient, non seulement parce qu'on les avait arrachés de chez eux, parce qu'ils y avaient laissé leur famille, mais aussi parce qu'ils refusaient mentalement l'Armée ?

Vittori : - En chacun de nous il y avait un esprit anti-armée. Nous étions dans nos vingt ans. Dans mon village on avait tous cet état d'esprit. L'Armée, ça voulait dire, et ça veut toujours dire, quitter les siens, son métier, subir des contraintes. Cet esprit là n'était pas politique, mais viscéral. Ce qui était vrai également, c'est que l'armée le savait et agissait en conséquence. Ainsi on m'avait interdit de porter le bouc. C'était une des façons de briser toute vellété antimilitariste.

Davidenko : - De tous ceux que j'ai vus, je pense que les seuls qui se portaient volontaires pour les coups durs étaient ceux qui avaient fait la préparation militaire.

Rompons les rangs : - Est-ce que la mentalité du rappelé et de l'appelé était la même ?

Vittori : - Je pense que la révolte des rappelés n'était pas politique. Ils estimaient avoir payé leur dû à la société et on leur demandait d'en faire davantage. Quant à l'appelé, lui, il faisait à son tour son service militaire, bien que très prolongé. En 1957, lorsqu'une manif pour la paix en Algérie était organisée en France, elle réunissait 4 à 500 personnes au maximum. Comment cela pouvait-il agir sur les rappelés et appelés ? C'est ainsi que le service est passé de 14 à 28 mois. Une fois pris en charge par l'Armée, le soldat d'Algérie était impuissant. Quand je suis parti, je ne m'intéressais pas à la politique. J'avais une vague sympathie pour le FLN. Mon objectif était de faire le moins de « vagues ». Ceux qui avaient davantage conscience se taisaient, ils évitaient de se confier à n'importe qui. Ils ne pouvaient se manifester au grand jour.

L'O.P. 20, rappelons-le, est la formule qui consiste pour le futur objecteur a demander le statut après avoir recopié un texte type. Au but de l'armée qui est de prendre les individus un par un pour les isoler et les soumettre, les objecteurs OP 20 répondent de façon concertée. Le caractère collectif de la démarche lui confère de fait un caractère éminemment politique.

S.S.E.
SERVICE SANITAIRE
DES EAUX

AVIS AUX CONTRIBUABLES BRANCHES SUR
LE RESEAU D'EAU COURANTE DE L'ARRONDISSEMENT

CET AVIS TIENT LIEU DE PREMIERE URGENCE

Le Service Sanitaire des Eaux tient à mettre en garde tous les usagers en eau courante de l'arrondissement.

Par suite d'une erreur de manipulation dans les réservoirs en eau potable, l'eau distribuée normalement à tous les abonnés est devenue dangereuse pour ceux-ci, et plus particulièrement pour les enfants en bas âge.

Les analyses auxquelles se sont livrés les services compétents ont pu mettre en évidence la présence d'un virus dit "OP 20" qui ne permet plus de garantir la qualité bactériologique de l'eau qui vous est distribuée.

Dans l'attente d'analyses poussées complémentaires nous vous recommandons instamment de ne pas faire usage, de quelque façon que ce soit, de l'eau qui vous est distribuée normalement par le réseau de la ville. Les mesures scientifiques que nous pourrions permettre très bientôt de recommander à l'eau des qualités normales.

UN SERVICE D'INFORMATION ET DE PREVENTION A STE MIS EN PLACE

NOUS VOUS RECOMMANDONS DE VOUS REPRESSER A CELUI-CI POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS A PARTIR DE 13 H :

M. GAUTHIER, tél. 350 15 40 ou
M. GAUTHIER, tél. 354 22 29 ou
M. GAUTHIER, tél. 361 01 45

Contactez : M. GAUTHIER, tél. 361 01 45
responsables pour la Ville de Paris.

Pour la Direction du Service Sanitaire des Eaux :



La procédure suivait son cours, après le résultat favorable du conseil d'Etat le 27 juillet 79 ; en effet celui-ci avait cassé la décision de la commission juridictionnelle (CJ) pour Jean Marc Dollet. Parallèlement le nombre d'OP 20 insoumis ne faisait que croître et embellir, Jean Luc Fraisy était incarcéré depuis le 3 octobre. Aussi avions-nous décidé d'intervenir de façon spectaculaire pour que :

- Fraisy soit remis en liberté,
- tous les OP 20 bénéficient d'un sursis à l'incorporation,
- et qu'enfin, la CJ restatut sur les dossiers OP 20 et accorde le statut au seul vu de la lettre commune.

L'ambassade de Belgique

Le jeudi 8 novembre au matin, nous avons demandé, de façon purement symbolique, l'asile politique à la Belgique - lequel nous a été refusé. Les autorités belges nous demandaient instamment de partir de notre plein gré ; en échange, elles nous garantissaient une sortie sans arrestation et une promesse qu'elles interviendraient en faveur de la libération de Fraisy. Nous avons alors refusé car si l'impact sur la presse avait dépassé les espérances, là n'était pas le but essentiel et l'embarras des autorités nous permettait d'envisager quelques satisfactions plus concrètes... Mais le 11 novembre était proche et l'Arc de Triomphe juste à côté de l'Ambassade, alors la police française est intervenue pendant la deuxième nuit et nous a conduit au commissariat où, oh surprise ! aucun insoumis ne fut arrêté. Intervention des Belges ? Subtilités des Français ? On ne sait...

Nouvelles arrestations

Toujours est-il que l'écho favorable suscité dans les médias et la non-arrestation des insoumis à la sortie de l'Ambassade de Belgique ne signifiaient pas que nous ayons obtenu l'impunité pour les OP 20. Dans le mois qui allait suivre, neuf insoumis OP20 allaient être arrêtés : deux d'entre eux en collant des affiches appelant un meeting contre les TPFA, les sept autres lors de vérification d'identité sur les routes.

Pourtant au strict plan juridique, les objecteurs OP20 ont tous introduit des recours en Conseil d'Etat qui de toute évidence leur seront favorables puisqu'ils sont en tout point semblables à celui de JM Dollet.

Il ne s'agit dès lors que d'une question de temps. Le temps que le Conseil d'Etat statue sur chaque cas individuel. Le 21 décembre dernier le Conseil d'Etat s'est réuni à nouveau pour juger dix dossiers OP 20 ; les motifs d'annulation sont évidents : tous identiques à ceux du dossier Dollet. Parmi ces dix OP 20, l'un deux Laurent Sublet avait été arrêté le 15 décembre et immédiatement mis aux arrêts de rigueur. Il a été libéré le 24 décembre sur présentation de la décision du Conseil d'Etat. Mais les décisions du Conseil d'Etat sont nominales, et cela vaut aux huit autres de croupir encore dans différentes prisons.

Le virus et la Tour Eiffel

Alors pour les OP 20, il n'est pas question de se laisser arrêter un par un dans l'indifférence générale. Aussi décidons-nous d'autres actions spectaculaires.

Fin décembre, dix milles papillons de la Compagnie des Eaux sont apposés dans les entrées d'immeubles de quatre arrondissements parisiens. Ils préviennent la population de la contamination de l'eau courante par un mystérieux virus : le virus OP 20. Deux numéros de téléphone sont mentionnés : ce sont ceux de la prison de Fresnes et du Ministère de la Défense. Les autorités démentiront cette information par des communiqués passés à la radio et à la télévision priant les gens de ne plus téléphoner aux numéros indiqués.

Le 30 décembre, les OP 20 escaladent la Tour Eiffel où quatre d'entre eux resteront suspendus pendant 24 heures à plus de cent mètres au-dessus du sol entre le premier et le deuxième étage de la Tour. L'un d'eux, Diviani, étant insoumis, sera remis aux autorités militaires à sa descente. L'action des objecteurs continue : le 7 janvier, une manifestation comptant plus de deux cents personnes est organisée suivie d'un gala de soutien aux objecteurs à la Gaité Montparnasse avec Leny Escudero, Font et Val et Kirjuhel.

Le 21 janvier après avoir donné une conférence de presse, quinze insoumis OP 20 rejetant la clandestinité où les autorités veulent les confiner se dirigent vers la Hollande dans un voyage d'information et de protestation prévu pour une quinzaine de jours. Il est très important pour la réussite de cette opération publicitaire que les insoumis bénéficient du soutien le plus large possible. Le coût de cette action étant très lourd, toutes les aides seront les bienvenues.

chèques, mandats à l'ordre de :
Marc Antoine Schloesing
CCP 34 89736 G La Source
et pour tout contact :
OP 20 BP 196
75121 PARIS Cedex 03.

Paris, janvier 80

Les O.P. 20 de Paris



de deux pierres

un coup

Philippe Giroud et Alain Port désertent en 1978 après six mois d'armée. Ils déposent aussitôt une demande de statut d'objecteurs et décident de s'insoumettre. Un comité de soutien se crée. Après six mois de cavale, ils décident de se constituer prisonnier en public le 29 mai 79. Ils sont jugés séparément le 20 novembre et condamnés à 18 mois de prison avec sursis.

Toute la séance fut marquée par une volonté plus farouche que jamais de la part du tribunal de refuser l'aspect politique du procès.

Pas de politique en démocratie !

Parmi les trop habituelles divagations nationalistes du commissaire du gouvernement (procureur) et du président, nous devons relever quelques points particuliers.

Le président porta une attention toute spéciale à une lettre que Philippe adressa à Amnesty, rappelant sans cesse que « Nous ne sommes pas au Chili, en Argentine ou au temps de la Gestapo ». La France n'apprécie pas que l'on grâte son blason de « pays des Droits de l'Homme ».

Le commissaire(1), lui, ira au devant du plaidoyer de l'avocate en reconnaissant que « certaines lois sur l'objection contiennent un vis », faisant allusion en cela à l'interdiction absolue d'informer les gens sur le statut d'objection de conscience (art. 50).

Ce n'est pas la première fois qu'un commissaire ou un juge reconnaisse l'absurde de certaines lois ou règlements (cf. procès Merkes RLR n°2. Se retranchant derrière l'aspect pénal de toute chose, il leur est indispensable que le paravent juridique soit inattaquable dans la forme si ce n'est dans le contenu.

Comment s'en débarrasser ?

La peine prononcée en condamnation, de 18 mois avec sursis, ne comprend donc pas de prison ferme, ce qui est exceptionnel pour des appelés déserteurs, insoumis de surcroît.

Dans les faits, Philippe et Alain se sont tapés six mois de prison, en préventive, qui ont été

comptés en temps d'armée(2). Or il leur restait comme par hasard six mois d'armée à faire pour être libérés des obligations militaires.

S'il arrivait fréquemment que la justice Militaire s'en remette à la lourdeur de ses circuits administratifs, transformant les longues détentions préventives qui en résultaient en peine pénale (cas Merkes par exemple), il semble bien dans le cas de Giroud et Port que la durée de la préventive ait été déterminée en fonction des besoins. On n'arrête pas le progrès...

Ainsi tout semble avoir été prévu et calculé à l'avance pour éliminer des sujets embarrassants à moindre frais :

1) Dégagés des obligations militaires, Philippe et Alain ne risquaient d'être à nouveau inculqués pour insoumission.

2) Avec une peine de sursis ils étaient libres le soir même et le procès était justifié.

3) Et puis avec six mois de prison, même en préventive, Alain et Philippe ne s'en sortaient pas gratuitement et, ainsi la Justice Militaire ne perdait pas la face.

Cette démarche, n'était, semble-t-il pas initialement prévue. Le procès fixé pour Juin-Juillet fut repoussé plusieurs fois pour « compléments d'enquête » et ce, à chaque fois que le soutien se manifestait par des vagues de collage d'affiches, des distributions de tracts, d'envoi de pétitions, entraînant dépôts de plaintes, perquisition de locaux, chantage auprès d'Alain et Philippe : « Toutes ces lettres ne nous intimident pas, revenez sur vos positions et vous passerez en réforme psychiatrique ».

Ce soutien actif a permis d'enfermer la Justice Militaire dans ses contradictions et de la pousser au maximum du magouillage.

YAN



L'ECHO

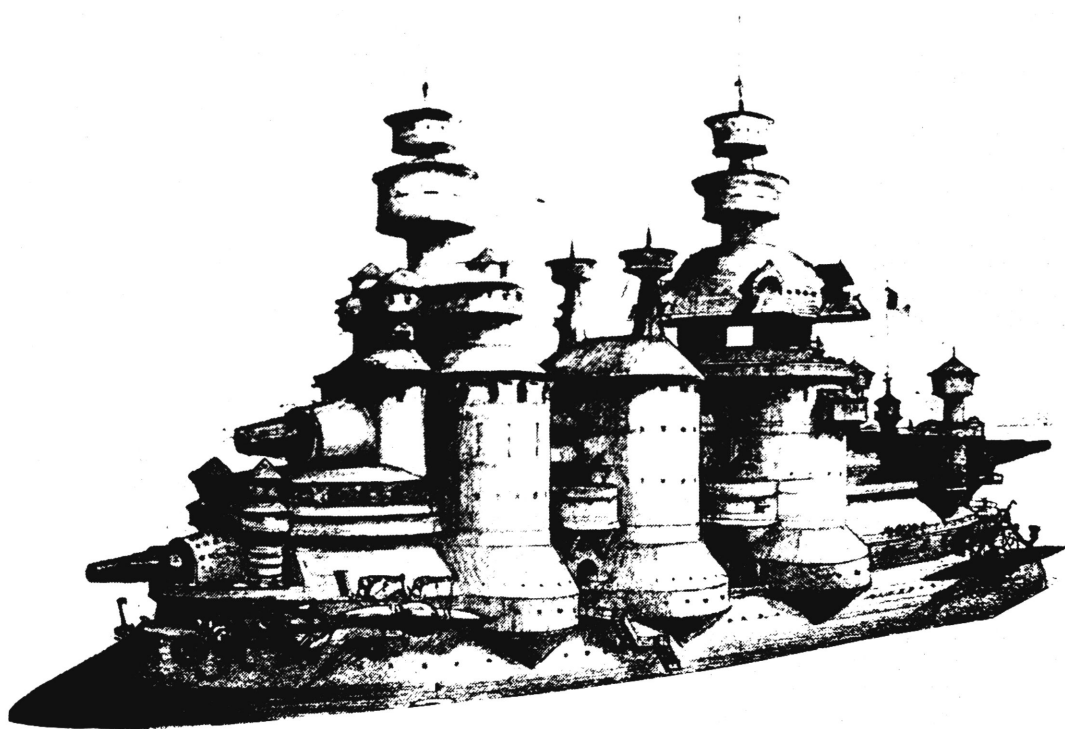
des casernes

L'ECHO

des casernes

un marin

témoigne ...



TOUS les bateaux, civils ou militaires, vont régulièrement en cale sèche, ce qui est l'occasion de procéder à toutes les grosses réparations périodiquement nécessaires. Lorsqu'un bâtiment militaire s'apprête à « rentrer en carénage », il faut le vider de tout ce qu'il contient d'explosifs : obus pour les canons de 100 mm, torpilles, missiles, roquettes. Cela, c'est le gros œuvre. Mais il faut aussi vider le bateau de tout le reste : obus de petit calibre, grenades, munitions pour armes légères : des caisses, des caisses, des caisses.

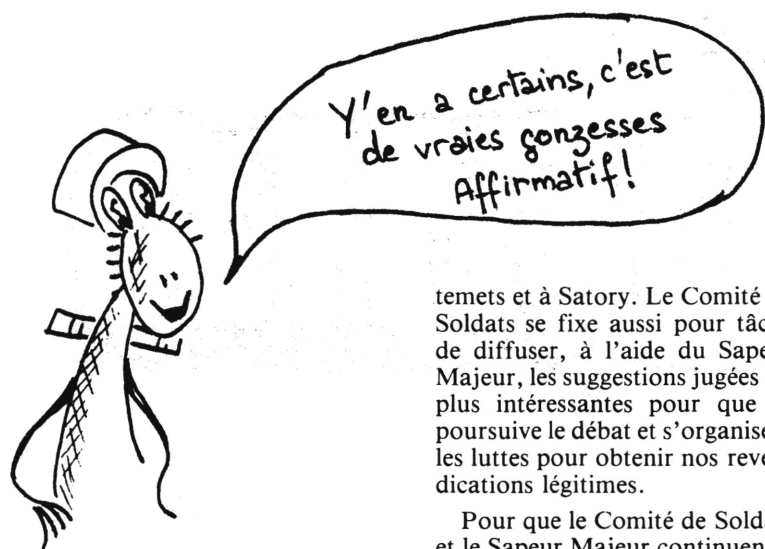
Le 9 octobre 1979, le X a donc procédé à cette « corvée de munitions ». Une quinzaine de quartiers-maîtres et matelots pour débarquer les caisses et les charger dans un semi remorque spécial, 3 premiers-maîtres pour regarder. Le camion chargé de plusieurs tonnes de munitions devrait partir seul, pour la poudrière, les matelots suivre dans un car, ou au moins un Tube Citroën ? Oui, mais rien n'a été prévu. Alors, « Montez dans la remorque ». On monte. Les gradés ferment les grandes portes arrières. A l'intérieur, c'est le noir complet. Pas d'air, pas de lumière. Le camion démarre ; avec les cahots, les caisses se baladent, on retire son pied in extremis d'entre deux caisses qui s'entrechoquent, on en sent d'autres vaciller, c'est la panique. A force de coups sur les parois, on oblige les gradés à arrêter, à ouvrir les portes. Et on repart. Presque tous assis sur des caisses de munitions. Surtout une, énorme, dans les 2 m3, 900 kg d'obus de 20 mm Oerlikon, particulièrement sensibles (cela, seuls les gradés le savent, ils ne l'avoueront que plus tard). 3 matelots sont assis dessus. Un appelé, deux engagés sous contrat de 3 ans. Arrivés à l'intérieur de la pyrotechnie, le camion prend de la vitesse, les caisses s'entrechoquent de plus belle, un des matelots veut descendre de la caisse, trop tard. A la sortie d'un virage, elle ripe, glisse, commence à basculer dans le vide avec ses 3 passagers. Elle fera plus de dix tonnes sur la route, rebondissant sur ses angles. Par miracle, elle n'explose pas. Par miracle elle ne broie pas les hommes. Ils sont là dans le fossé, éparpillés, en état de choc, saignants. La suite est incroyable. Alors qu'un des Premiers-Maîtres emmène de sa propre initiative un des blessés avec sa voiture personnelle garée non loin, les deux autres obligent les matelots dans le camion. Les protestations sont telles qu'ils doivent finalement laisser au moins les deux blessés monter dans la cabine avec eux. Et la corvée de munitions continue pendant deux heures, les blessés restant sans soins. Les autres risquent sans cesse de se faire broyer par une caisse dans le noir. La corvée finie, il y a encore les formalités pour la caisse de 20 mm, elle est déclarée hors d'usage (elle le serait réglementairement si elle n'avait fait qu'une chute de 60 cm, sans parler d'un camion qui roule).

On rentre à bord. L'infirmier allait rentrer chez lui (il est 16 h30). Il fait de vagues pansements et s'en va. Ce n'est que le lendemain que les blessés iront de leur propre initiative se faire radiographier à l'hôpital. Ils auraient pu mourir, parce que les gradés veulent que tout baigne dans l'huile, parce qu'ils n'ont pas voulu reconnaître que la corvée devait être reportée, puisqu'ils avaient oublié de demander un moyen de transport séparé pour les corvéables. Parce que si le « dégagez » est à 16 h 30, il faut que tout soit fini à 16 h 30. Parce que moins on fait de vagues (reporter la corvée, déclarer l'accident) plus vite en avance en grade. L'accident n'a donc pas été déclaré. La perte de la caisse oui, parce que ça, c'est important.

N.B. Le Premier-Maître, qui s'est particulièrement signalé par son abjection pendant toute cette affaire, est très content. Il sait de source sûre qu'il sera nommé le mois prochain Maître Principal. C'est bon, ça ! pas de pet !

(Pour des raisons évidentes de sécurité, cet article est anonyme — NDLR)

FAITES LE SAVOIR ET FAISONS QUELQUE CHOSE



Voici quelque temps s'est crée à Versailles un Comité de Soldats avec un journal : Le Sapeur Majeur, un des meilleurs journaux de la région (nos chevilles ne risquent pas d'enfler dans nos rangers !).

La première idée venue à l'esprit de ces messieurs de la Sécurité Militaire lors de la diffusion du Sapeur Majeur, a été de savoir qui étaient les voyous qui osaient troubler l'ordre dans la caserne. Cette démarche est tout à fait stupide et nous nous attendions à cela de la part de nos supérieurs (en galons mais pas en jugeote). En effet, dans les discussions à la S.D.O., au C.A.S., dans les chambres, partout dans la caserne ; comme en dehors, dans le train, dans le bus à Versailles, c'est une écrasante majorité d'appelés qui se posent des questions sur le rôle de notre armée actuelle. Les appelés font de nombreuses propositions justes, qui tendent à transformer le système actuel de défense et de société.

temets et à Satory. Le Comité de Soldats se fixe aussi pour tâche de diffuser, à l'aide du Sapeur Majeur, les suggestions jugées les plus intéressantes pour que se poursuive le débat et s'organisent les luttes pour obtenir nos revendications légitimes.

Pour que le Comité de Soldats et le Sapeur Majeur continuent à vivre, il faut absolument que les rapports entre les appelés et leur Comité de Soldats se renforcent et que l'ensemble des soldats s'expriment de différentes manières à l'intérieur de la caserne.

Concrètement, on peut soutenir le Comité de Soldats en écrivant des slogans, des propositions, des remarques, des anecdotes intéressantes, sur des événements de la caserne, de manière différente :

- Graffitis dans les W.C.
- Affichettes sur les murs dans les compagnies, les ateliers, la SDO, le gymnase...
- Peinture sur les bâtiments ou à l'entrée de la caserne (pour les intrépides)
- Feuilles circulant de chambre en chambre (sur lesquelles chacun ajouterait ses propositions ou remarques...)
- Bouche à oreille de chambre en chambre.
- Il existe beaucoup d'autres méthodes que nous trouverons.

Quand y faut faire quég'chose, c'est du travail de bougnoules. Bande de Tire-au-cul !!

Le Comité de Soldats n'a de raisons de vivre que dans la mesure où, nous appelés voulons transformer les choses.

Le Comité de Soldats est avant tout à notre service et nous appartient. Alors contribuons activement à son développement et unissons nos efforts dans les actions futures.

A BAS L'ARMÉE DE REPRESSION

janvier 80
« Sapeur Majeur n°22, journal du CS du 5^e RG (Versailles)

Le Comité de Soldats n'a donc rien inventé, il ne fait que reprendre les idées intéressantes et les projets d'action sensés qui courent partout de bouches à oreilles aux matelots, aux mor-

Rompons les Rangs - page 8

L'armée, et ce qu'on nous y inculque touche aussi les femmes, c'est pourquoi nous leur laissons la parole.

Comité de Soldats du 5^e RG

En avant, marche ! C'est l'heure de la perm., c'est l'heure du défoulement. En bande, la chasse aux « nanas » est ouverte !

Tu commences dans le train ou ailleurs, et dans tous les cas, tu vas emmerder une fille dans un bordel, dans la rue, dans le métro...

Mais dans la caserne, qu'est-ce que tu cherches, sur qui tu te défoules ? Qui va jouer ce que tu penses être le rôle de la femme ?

Le plus faible, le plus petit, le plus efféminé, celui qui ne bousculera pas l'autre pour s'imposer, qui n'aura pas la plus grande gueule pour s'affirmer.

L'armée fera de toi un homme.

* L'encasernement c'est d'abord un milieu de « mecs ». Isolés pendant un an à leur manière, ils réapprendront aussi ce que c'est qu'une femme :

« Encouragement aux lectures pornos, aux chansons pornos, aux brimades envers les femmes, obligation de mépris ».

* Brimades dans certaines casernes :

- « B.B. est belle, je suis trop con pour la baiser »
- Marche forcée aux cris de « baisons les nanas ».

La prochaine fois que tu verras une femme, tu auras envie de lui faire payer ça.

* On prétend permettre d'affirmer ta personnalité :

- Obéir sans réfléchir aux ordres.
- Ce qu'on te demande, c'est d'être fort physiquement, la violence en vue de l'adversaire futur.
- Être une tête brûlée est synonyme de virilité.
- Toujours arriver le premier, pour ne pas te faire insulter, te faire traiter de « femmelette, gonzesse ».

Tout ce que la société apprend à l'homme et que l'armée renforce, c'est le culte de la virilité, de la domination, de la violence. Tu es humilié, nié par l'armée. Nous sommes humiliée, niées en permanence dans cette société et par ton attitude tu es complice, tu marches dans la combine ; parce que, quand on traite ton copain de gonzesse, tu rigoles !

TU PEUX LE REFUSER, TU DOIS LE REFUSER.

Saches que de toute façon les femmes s'organisent et que nous ne tolérons ni les agissements dans l'armée, en les dénonçant, ni à l'extérieur, en t'imposant à nous respecter en tant qu'individus.

UN GROUPE-FEMMES

ARMÉE POPULAIRE,

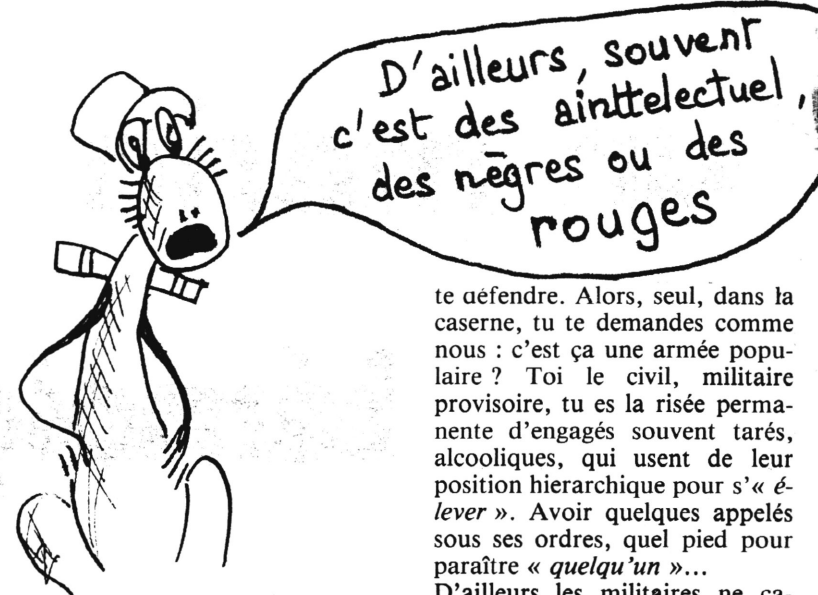
MON OEIL !

L'armée... un monde étrange venu d'ailleurs ?

Non, héritage désuet du passé, institution totalitaire forgée par des années de fonctionnement autarcique, monde coupé de la réalité quotidienne...

Pourtant, on nous dit bien que l'armée est l'essence de la nation, qu'elle est chargée de défendre le pays, les libertés démocratiques, qu'elles est populaire !!!

On veut faire de toi l'instrument docile d'une machine de répression... de quelque chose qui est au dessus des lois, des libertés fondamentales. Plusieurs exemples : ici, tu peux prendre 60 jours d'arrêts sans procès, soumis à l'arbitraire et au bon vouloir d'un colonel... tu peux recevoir sanctions, brimades parce que ta tête ne revient pas à quelqu'un, et sans possibilité de



te défendre. Alors, seul, dans la caserne, tu te demandes comme nous : c'est ça une armée populaire ? Toi le civil, militaire provisoire, tu es la risée permanente d'engagés souvent tarés, alcooliques, qui usent de leur position hiérarchique pour s'« élever ». Avoir quelques appelés sous ses ordres, quel pied pour paraître « quelqu'un »...

D'ailleurs les militaires ne cachent pas leur mépris pour tout ce qui est civil, voire les réflexions comme : « C'est le bordel, les syndicats, les grèves, l'anarchie »... Et voilà on ferme la boucle...

Toi, ce que tu vois dans la caserne - l'arbitraire de toute la hiérarchie du sergent au colonel - c'est quelque chose de plus important pour le pays : l'armée est une machine autonome, incontrôlable, dont la mission n'est pas seulement, de défendre le territoire, mais aussi

On nous dit que l'armée et sa hiérarchie reçoivent des ordres de ceux que nous avons élus, donc qu'elle est sous les ordres des civils !! Et pourtant, toi, jeune appelé qui entre dans la caserne, tu t'aperçois vite que ce monde n'est pas comme ailleurs. Il a ses propres lois, ses propres tribunaux... il n'a en fait de compte à rendre à personne, sauf au pouvoir en place. Toi, l'appelé, tu es soumis à une dépersonnalisation accélérée, une pression constante de la hiérarchie et même à la répression...



une certaine société. Si nous mettons en cause les conditions de vie dans les casernes, si nous réclamons le droit d'expression, d'organisation pour les soldats, nous devons aussi nous poser la question... à quoi sert l'armée aujourd'hui ?

extrait de « Radio Libre 41 », journal du C.S. du 41^e R.T. (Senlis)

REPRESSION

Un appelé du 602^e régiment de circulation routière de Dijon, Michel Vernier, 24 ans est depuis le 23 août au secret dans la prison de son régiment. La S.M. avait-elle de bonne raison de le coller au trou ? Suite à une fouille, elle a découvert deux tracts et « Charlie-Hebdo ». Donc, article 215, propagande antimilitariste et prison. Crée il y a 3 mois, le comité syndical du 602^e RCR s'élève contre cette « atteinte aux libertés démocratiques » « L'armée n'a pas à imposer ses lectures à un citoyen. Ce dernier doit être libre de pouvoir lire ce que bon lui semble, d'autant plus qu'officiellement il n'existe pas de journaux interdits dans les casernes ». Qu'importe, la S.M. a les mains libres pour frapper arbitrairement et ne s'en gêne pas. Le comité est soutenu par la CFDT et la CGT dont l'Union Départementale Côte d'Or demande : « quand considérera-t-on les appelés comme des citoyens à part entière, notamment en ce qui concerne la liberté d'information et le droit de poser collectivement des revendications ? ».

C.S. du 41^e RTLES JEUX DE L'ARMÉE :
UN MORT

Il avait devancé l'appel. 18 ans et demi, libérable dans quelques mois. Il est mort hier dans un de ces jeux idiots et bien militaires. M. Elloy a été, victime de ce que la télévision régionale a pudiquement baptisé du nom de « bousculade ». Il faut savoir qu'à la 80^{ème} batterie d'artillerie détachée au 40^{ème} régiment d'artillerie de Chaumont stationné sur la base aérienne de St Dizier, on s'amuse bien. Il y a ce maréchal des logis-chef, un grand costaud, 1,90m, un appelé, qui a inventé un jeu. Le matin, après le sport entre 8 et 9 h, il fait aligner les soldats au garde-à-vous. Et c'est le petit jeu : il hurle « pin up », tout le monde hurle « boy ».

Trois fois comme ça, ça vous forge un homme, hurler. Puis foncer dans le bâtiment car le dernier entré prend un coup de godillot bien placé. Voilà la « bousculade »... Hier matin, en voulant passer la petite porte à moitié vitrée, M. Elloy a fait éclater la carreau. Un éclat lui a sectionné l'artère coronaire et en un instant il s'est vidé de son sang. Le « jeu » a mal tourné...

Bien embêtées les autorités militaires, bien accablé le maréchal des logis, bien déprimés les appelés mais le capitaine, le soir, a fait un petit speech, en substance : « Vous êtes des hommes, vous n'allez pas raconter n'importe quoi »... Des hommes ! et un mort.

Thierry Gouot, Jacques Simon et Marc Lepesquer faisaient partie de la 3^e compagnie du 2^e RIMA (professionnalisé à 35 %). Ils sont morts d'insolation, début janvier, tués par cette armée dont on peut dire que le caractère impérialiste n'est pas un vain mot : elle continue à opprimer un peuple, le peuple canaque de Nouvelle-Calédonie, en pleine révolte actuellement.

Oh, bien sûr, enfoncée dans ce secret scandaleux dont bénéficie l'armée, la hiérarchie ne « s'explique pas » ces 3 morts. D'après celle-ci, ce n'était « qu'une marche d'accoutumance » et non

une « marche-commando ». Raison de plus, et si cela avait été une marche-commando ? La justice militaire est ainsi faite que pour cacher ses crimes, elle veut faire passer un meurtre pour un « drame » auquel elle « s'associe ». Larmes de crocodile !

Le Rassemblement national pour la vérité sur les accidents à l'armée a engagé une campagne de longue durée pour les droits démocratiques et le droit à la sécurité à l'armée. Nous continuerons à agir avec lui pour que cesse ce massacre institutionnalisé.



un nouvel embrigadement

DANS le cadre des opérations pour « rendre l'armée plus proche de la nation », on a assisté lors de l'incorporation de la 79/12 à un festival publicitaire de la grande muette, dont les lèvres (disons les lourdes portes cadenassées) se sont ouvertes aux média sélectionnés (*Rompons les Rangs* - et d'autres - n'avait pas été invité).

C'est ainsi qu'on a assisté, sur *France-Inter* notamment, à des pseudo-débats « en direct » où un général quelconque, muni de son manuel du parfait embrigadeur, avait comme mission que « ça » se passe bien au départ de contingent.

Mais l'opération qui a, semble-t-il, eu le plus d'échos auprès de la presse, c'est la venue de Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, au 2^e régiment de Hussards stationné à Sour-dun. Ni *Le Monde*, ni *L'Est Républicain*, que nous avons consultés à ce sujet, n'ont mentionné les « nouvelles missions » de ce régiment, qui vient d'être doté du premier AMX-10RC : un engin capable de très grande mobilité sur une zone de 60 km de profondeur et 25 de large. Un engin qui peut servir très bien à ratisser une ville au cas où un ennemi intérieur quelconque manifesterait un peu trop.

« Sans heurt et le plus vite possible »

Alors, ce « new-look » (comme dit *L'Est Républicain*), cette « opération-séduction » (comme dit *Le Monde*), quels en sont les objectifs ?

« Adapter au mieux et rapidement les ressources aux besoins ; intégrer sans heurt et le plus vite possible le jeune civil au milieu militaire » s'exclame le grand chef de ce régiment-pilote. Pour le premier point, pas de problème, le soldat a « 3 choix » comme d'habitude, mais, comme d'habitude, c'est la hiérarchie qui décidera de tout. Et *L'Est* de s'extasier devant les « 63 % d'appelés affectés dans une formation ou un emploi de leur choix ». Charybe ou Scylla, il connaît pas, *L'Est*...

Mais le deuxième objectif, le plus important pour l'armée, les appelés en voient la couleur dès l'arrivée. Fini le temps de l'ennui, on vous foute un fusil dans les mains à peine arrivés. Un officier résume sans circonvolu-

tions ce « changement » : « Avec une arme en main, on réalise un peu plus vite qu'on veut faire de vous un soldat ». Oh ! Une ou deux semaines d'avance sur le passé, mais c'est l'esprit du compte : si on a besoin de soumettre rapidement des jeunes, c'est que ça urge d'avoir un contingent prêt à toutes les basses œuvres, c'est qu'il s'agit d'éviter que le moindre gramme de révolte ne vienne enrayer cette belle machine. Rentabilité ! Mais ça, ni *Le Monde* ni *L'Est* n'en parleront.

Puis les journalistes découvrent avec étonnement la remise de la solde (qualifiée de « modique » par *L'Est*), la projection d'un film à la gloire du régiment, etc. Cette absence de droits démocratiques, cette misère, cet embrigadement à peine « moderne », ça fait déjà pas mal d'années que ça existe, mais on nous le présente comme un « progrès ». Tu parles ! (ou plutôt, tu écris...)

Puisqu'on vous dit que c'est nouveau

Pour terminer, la « nouvelle pédagogie militaire » nous est distillée pour qu'on comprenne bien que les images vieillottes de « l'adjudant Flick et l'ami Bidasse » sont remises au rencart (dixit *L'Est Républicain*) à l'aube de ces années 80 où « tout doit changer ». Alors, c'est le « commandement participatif par objectifs » (déjà testé pour intégrer les cadres et employés dans l'administration), une nouvelle façon de faire croire aux soldats qu'ils maîtrisent leur vie à la caserne : les tâches de l'armée ne changent pas, elles, mais il faut que les soldats s'y « associent » le plus pleinement possible. Autre méthode, les cadres doivent être « bienveillants » et doivent s'entourer d'un « ancien » pour gagner la confiance des « bleus ».

Intégrons, intégrons, semble être la maxime de ces « nouvelles » crevures, qui manient le sourire (de vampire) avec désinvolture, qui cherchent à mieux diviser en s'assurant la collaboration d'autres appelés, qui veulent, en somme, faire passer la pilule d'un an de misère en faisant « sérieux ». On dirait bien qu'ils ont lu toute la presse du patronat moderniste. Mais attention les soldats, sous l'uniforme, restent des travailleurs !

Le camp de Mourmelon Moronvilliers, dans la Marne, fait 11 500 hectares. Un village coupé en deux y vit uniquement des mannes de l'armée qui prodigue généreusement ses bienfaits. On a fait une petite interview d'une rescapée de ce village... avis aux villageois du Larzac et autres camps qui s'étendent !



un si joli village !

- C'est comment Mourmelon ?

- Il y a deux villages, séparés par le camp. Mourmelon le Grand a 4000 habitants, militaires compris, et est enclavé entre les terrains de Suippes et de Mourmelon et touche presque le camp de Chalons. Le village vit uniquement par l'armée ; il y a beaucoup de commerçants et ceux qui travaillent à l'armée, comme civils. A Mourmelon le Petit (800 habitants), il y a quelques agriculteurs, et des commerçants aussi. Il y a six troquets à Mourmelon le Petit et un vingtaine à Mourmelon le Grand ; et puis il y a quatre marchands de vin et boissons en tout.

- On retrouve l'armée partout ?

- Oui. Par exemple, s'il y a des bals de village, c'est toujours plein de militaires ; c'est insupportable pour une nana. L'armée offre des tas de loisirs : faire du cheval, aller à la piscine, piloter, dresser les chiens ou faire du parachutisme. Le cinéma a des programmes adaptés à l'armée, rien que des films de cul, western et guerre !

Et puis au CEG, tu retrouves tous les fils et filles de militaires ;

les enseignantes sont souvent des femmes de militaires de carrière.

- Vous avez droit à des beaux défilés militaires ?

- Bien sûr, pour toutes les fêtes nationales et puis de temps en temps, ils passent dans les rues en chantant. Je m'en souviens, quand j'étais gamine. Quelques fois, il y avait des manœuvres dans le village ; les bidasses étaient dans la rue, armés... je me rappelle que ça m'a marqué très fort.

- C'est dur d'être une fille dans ce genre de village ?

- Même à dix-douze ans, t'es déjà emmerdée ; à treize ans c'est parti. Au moment de l'adolescence, quand tu n'es pas trop bien dans ton corps, tu es très mal à l'aise, tu peux pas te ballader dans les rues. T'as des sifflets, les mecs en camion qui s'arrêtent, qui t'appellent. Ça va pas très loin, ils veulent juste s'amuser et puis, ils sont toujours en groupe, à six ou sept. Mais quand je voulais me ballader, j'allais dans les champs, à l'opposé du camp pour pas être emmerdée. Tu ne peux pas rentrer dans un troquet non plus

- Il y a du travail pour une femme là-bas ?

- Seulement dans le commerce, ou alors au camp, pour faire du nettoyage ou du secrétariat. La seule entreprise qu'il y avait a fermé. Il y a des femmes qui s'intègrent à la vie militaire, d'autres supportent pas et se barrent, comme moi. Et puis il y a pas mal de prostitution, des filles du village même ; des troquets sont fermés tous les six mois... Il n'y a pas de vie de village. La population n'est pas opposée à l'armée, elle en est dépendante.

- C'était quoi pour toi l'armée, l'image que tu en avais ?

- Pour moi l'armée, ça représentait le commerce, à cause de ma famille ; une espèce de haine que j'aille jouer avec les mômes des colons ou des capitaines du coin. Mes parents les invitaient parce que c'étaient des clients, il fallait avoir le marché, et moi, j'étais obligé de jouer avec les gamins.

- C'est un commerce de quoi, tes parents ?

— Marchands de vin.

mar chan dages

L'ère de la dissuasion nucléaire a ouvert une contradiction majeure pour le système capitaliste et soviétique. La guerre inter-impérialiste, au-delà des conflits limités, parce qu'elle signifie, à l'heure actuelle de la bombe, l'anéantissement mutuel des belligérants, est devenu un frein à la résolution des contradictions mondiales.

Les déclarations de M. Brown, secrétaire général à la défense des USA, clarifient un peu plus les choses maintenant : « (...) une dissuasion pleinement efficace demande des forces d'une taille et d'une souplesse suffisantes pour attaquer sélectivement une gamme de cibles militaires ou d'une autre nature et pour permettre de conserver une réserve significative. Cette capacité de procéder à des représailles mesurées en réponse à des attaques limitées, et d'empêcher ainsi les Soviétiques de se figurer qu'ils peuvent obtenir un avantage significatif à un certain niveau d'un conflit nucléaire, est essentielle à une dissuasion crédible ». (Discours de New-York, le 5 avril 1979).

De nouvelles règles du jeu

De fait, ce qui se joue depuis plusieurs mois, que ce soit autour des accords SALT 2 et autour des débats passionnés sur la défense européenne, c'est bel et bien une « renégociation » des effets de l'escalade en cas de conflit majeur.

Sanctionnée par les négociations SALT, une telle orientation représente non seulement un tournant dans la stratégie US, mais également un objet de pression dans la guerre économique et politique qui se déroule entre les impérialismes européens et américain eux-mêmes.

En effet, pour la première fois

depuis la 2^e guerre mondiale, les Etats-Unis ont décidé de « découpler » la défense de leur territoire national et celui de ses alliés européens. C'est en Europe qu'auront lieu les combats décisifs avant l'utilisation des armes atomiques stratégiques « anticités », c'est-à-dire avant une guerre nucléaire généralisée. La période où l'Europe craignait d'être prise entre deux feux est révolue. A la place du strapontin, elle occupe maintenant la scène, elle est devenue la « zone grise » des stratégies.

Zone des combats futurs, l'Europe n'en reste pas moins une zone où s'exerce l'hégémonie US. Venant en pleine crise économique, l'affaire des fusées US dépasse ainsi la simple anecdote. Contrôlé et vendu par les Etats-Unis, un tel « système de défense avancée US » ne signifie nullement un renforcement de la protection de l'Europe, ni non plus un cadeau que les Etats-Unis feraient aux bourgeoisies européennes. Un tel système doit être payé au prix fort par les pays membres de l'OTAN, tout comme la réorganisation des armées nationales en vue d'un conflit européen. Les Etats-Unis restent le chien de garde du système capitaliste, mais pour cela il faut payer et partager les frais.

Redistribution des rapports de force

L'assujettissement des pays européens les plus faibles éco-

nomiquement (Europe du Sud) et la mise au pied du mur des pays capitalistes les plus développés (RFA), sont les deux conséquences politiques directes d'une telle orientation.

Chantage au « découplage » du côté américain, velléités d'une défense européenne commune de l'autre, tracent les deux limites entre lesquelles oscillent l'ensemble des bourgeoisies européennes et qui réactualisent la place politique centrale qu'occupe la bourgeoisie française avec sa petite panoplie nucléaire.

Ainsi a-t-on vu l'an dernier, une série de ballons d'essai, qui tendent à esquisser, dans la foulée du débat sur les institutions européennes, les contours d'une défense locale. Ainsi, du côté français, assiste-t-on à la fois à une réorganisation de l'armée en vue d'un conflit sur le théâtre européen, au non-déploiement des forces nucléaires tactiques (les Plutons) lors des manœuvres « Saône 79 », mais aussi à la réaffirmation par Giscard de l'autonomie de la force nucléaire française par rapport à l'OTAN. Ce sont autant de signes des contradictions inter-impérialistes dans notre pays.

Face à toutes ces tractations qui se déroulent dans (et sur) notre dos, notre tâche est de trouver les moyens (grains de sable ou mieux...) pour enrayer la machine avant qu'elle ne nous broie.

Entre l'alignement pur et simple, comme le PCF, sur la politique soviétique, et le suivisme du reste de la gauche par rapport aux différentes options de la bourgeoisie en France et en Europe, une place existe pour une action antimilitariste européenne coordonnée.

grandes

manoeuvres

1979. Le processus de réorganisation de l'armée de terre est déjà pratiquement achevé. Pour en tester les résultats, une méthode s'impose : qu'est-ce qui est dangereux pour les bidasses et couteux pour les civils, qui permet le quadrillage du territoire et renforce la collaboration entre autorités civiles et militaires ? Les manœuvres ! Alors, bien sûr, elles sont mises à toutes les sauces... Grandes manœuvres interarmes avec vaste déploiement de troupes et matériels, comme « Extentia » en Vendée, « Saône 79 » en Lorraine ou « Jourdan » dans le Limousin ; convocation des unités dérivées des 9^e DIMa (Ouest) et 14^e D.I. (Lyon) pour figurer le plan de mobilisation (sélective) des ré-

serves ; exercices plus réduits pour traquer l'« ennemi intérieur », tel « Defair 79 » dans l'Est (voir encadré). Enfin, pour compléter le tableau, les manœuvres de la force d'intervention en Afrique : sans insister sur les opérations bien « réelles » de Kolwézi ou Bangui, on peut rappeler « Porc-Epic », exercice franco-zaïrois avec des éléments du nouveau groupement aéroporté de la 11^e D.P. et « N'Diambour 2 », manœuvres franco-sénégalaises qui ont mis en œuvre le 21^e RIMa (ossature de la future 31^e demi-brigade d'intervention extérieure). Voilà donc une année bien remplie. Mais soyons tranquilles, 1980 ne s'annonce pas mal non plus, avec déjà trois grandes manœuvres de réservistes au programme !

Exercice militaire en rase campagne des « commandos »

La sous-préfecture de Strasbourg-Campagne signale que l'armée de l'air organisera du 6 au 9 novembre un exercice militaire dénommé « Defair 79 ». Cette manœuvre impliquera la présence effective sur le terrain de troupes se déplaçant et agissant par petites équipes dans une zone comprenant la totalité de l'arrondissement de Strasbourg-Campagne. La tenue de ces personnels sera la suivante : treillis de couleur verte, harnachement en toile, chaussures de type rangers, bonnets de laine. Ces commandos sont chargés d'actions fictives, de harcèlements d'installations civiles et militaires, de sabotages divers et déposeront, pour mieux matérialiser leurs actions, à proximité de leurs objectifs un enfin fumigène et un écriteau portant la mention : « Defair 79 » et l'indication de l'action fictivement réalisée. La population est invitée à apporter sa participation active à l'exercice en signalant au service compétents (gendarmerie, police, eau et forêt, douane) les passages des commandos et les actions fictivement réalisées par ceux-ci en indiquant aux services susvisés et dans la mesure du possible les indications figurant sur la pancarte placée auprès de l'engin fumigène.



Extrait des "Dernières Nouvelles d'Alsace" du mardi 6 novembre 79.

REYNALD



Cette année, la CGT a accepté d'assurer la sécurité du cortège des soldats dans le défilé du 1^{er} mai à Paris, cortège à l'initiative de la coordination parisienne des comités de soldats (un petit cortège défilait plus loin avec IDS et la CFDT 92). La CFDT l'avait également fait les années précédentes. Depuis 5 ans, des journaux de comités se font imprimer par certaines UL ou UD ; des sections syndicales distribuent des tracts aux bidasses dans les gares, etc...

L'existence des comités de soldats (et une certaine représentativité) sont donc maintenant reconnus par les grandes centrales syndicales, bien que le soutien ait parfois été « sélectif ». D'autre part, la répression très dure et les divisions politiques ont entravé la structuration en coordinations régionales et nationales : ces dernières n'ont pu se maintenir suffisamment, malgré un travail effectif d'unification des revendications du mouvement des soldats.

Du comité au syndicat en passant par le comité syndical ?

Récemment, des comités de soldats se sont déclarés « comités syndicaux de soldats » publiquement parrainés par une ou plusieurs Unions Locales. Pour mesurer l'importance de cette apparition, il faut d'abord pouvoir répondre à quelques questions : s'agit-il d'un réel tournant dans l'organisation des soldats ou d'un simple changement de nom ? Plus concrètement, ces « comités syndicaux » ont-ils eu une activité différente des « comités tous courts » ?

L'existence de « syndicats de soldats » dans certains pays d'Europe (Espagne, Suède, Hollande...) recouvre des réalités très différentes, à la fois par leur fonctionnement (allant de la semi-clandestinité en Espagne au subventionnement par l'état en Europe du Nord), et par rapport au contexte politique et social de ces pays ; la conception même du syndicalisme varie d'un pays à l'autre. Que peut recouvrir alors

la revendication parfois mise en avant de création d'un « syndicat de soldats » en France ? Est-ce un objectif que l'on peut mettre en avant dans la période politique actuelle ? Et quel contenu de classe faut-il lui attribuer ?

Mise au point SVP

Pour le moment, il semble régner un certain flou artistique sur toutes ces questions. Tout d'abord, on aimerait bien voir un bilan un peu sérieux des syndicats de soldats dans les autres pays. Il semble bien que du point de vue du droit des appelés, le sort des bidasses hollandais, suédois, etc., soit meilleur que celui des français. Ce n'est pas négligeable du tout, mais dans quelle mesure est-ce réellement un acquis des luttes des structures syndicales ? Et qu'en est-il par exemple de la conscience des soldats syndiqués du rôle anti-populaire qu'on peut leur faire jouer en temps de crise ? Pourquoi les bourgeoisies en place subventionnent-elles ces syndicats ? N'est-ce pas une manière de s'assurer un contrôle sur toute contestation possible ?

Autre problème à résoudre : la clandestinité des comités de soldats donne certainement prise à la manipulation. Mais, pour un syndicat, la rotation rapide des appelés risque d'entraîner la formation d'appareils semi-permanents, sur lesquels le contrôle est très mince. D'ailleurs, la manipulation a déjà commencé quand IDS veut se faire passer

auprès des organisations des autres pays européens pour l'unique représentant des soldats français... la démocratie est mal partie !

Enfin, il ne faut pas oublier les conditions concrètes dans lesquelles se trouvent les forces sociales en France. Divisions politiques, divisions entre syndicats ou à l'intérieur même d'un syndicat (FEN), syndicats « périphériques » tels les syndicats étudiants, etc. Un mouvement syndical de soldats aujourd'hui risque fort d'être aussi largement divisé soit en tendances, soit en syndicats différents, affiliés aux diverses centrales ouvrières (et pourquoi pas un « syndicat autonome » comme il en existe déjà dans la police !).

Ce n'est qu'un début, continuons le débat

Les liens du mouvement des soldats avec les syndicats ouvriers sont importants et nécessaires. D'abord, pour assurer l'application des droits et des conditions de travail des civils aux militaires. Ensuite, c'est un des moyens pour faire reprendre en charge par les couches populaires la lutte contre le principal appareil répressif de l'Etat : l'Armée. Mais ces liens ne sauraient résoudre tous les problèmes, loin de là. Déjà, le soutien « sélectif » des syndicats ouvriers a abouti à ne mettre en avant que certaines revendications des soldats. Et les protestations faiblissent de ces mêmes syndicats vis à vis des interventions militaires françaises en Afrique ne peuvent satisfaire personne...

Il est donc urgent de continuer le débat sur la structuration concrète (si ce n'est la survie) du mouvement des soldats : « dépasser » les comités ? Vers un syndicat ? Vers des coordinations et un bulletin national permettant (enfin) un échange d'information ?

Le débat est ouvert au sein du CLAM, ainsi qu'à tous les lecteurs et aux organisations qui veulent prendre position sur ce sujet.

PATRICK

OU VA LE MOUVEMENT DES SOLDATS :

On le croyait enterré. Terminé, le mouvement des soldats ? Plus de manifestations, ni de pétitions depuis quelques mois.

Et puis voilà qu'à la mi-novembre, les échos d'une conférence internationale d'organisations de conscrits sont publiés dans la presse.

Les problèmes de représentativité du mouvement des soldats français à Utrecht ont été suffisamment graves pour qu'il ne soit pas inutile de revenir sur la situation du mouvement et sur ses différentes composantes.

Le mouvement des soldats existe :

Il faut réaffirmer cette simple réalité à tous ceux qui s'imaginent, naïvement ou non, que parmi les désillusions de l'après 78, le mouvement des soldats a lui aussi sombré définitivement.

Certes, comme l'ensemble du mouvement populaire, les soldats en lutte ont payé la défaite de l'Union de la Gauche. Quand un mouvement aussi large que celui des soldats ne peut espérer obtenir satisfaction sur ses principales revendications, alors la situation n'est guère favorable à son développement, surtout s'il est soumis à une répression de mieux en mieux organisée.

D'où un recul réel, qu'il serait vain de nier, et qui se manifeste tant par la diminution du nombre de comités et de coordinations que par l'absence de campagne nationale.

Pourtant, et cela est fonda-



mental, les conditions de vie quotidienne dans les casernes n'ont nullement changé : la révolte reste latente, le ralbol permanent est présent chez tous les appelés. Comme par ailleurs le soutien syndical, bien que très faible encore, se renforce peu à peu, l'existence même du mouvement des soldats dans les casernes n'est pas encore menacée.

Malheureusement, le mouvement des soldats est divisé. Les lamentables péripéties de la récente rencontre internationale d'Utrecht sont là pour en témoigner. En gros, trois courants principaux coexistent depuis toujours au sein du mouvement : le 1^{er} est proche des conceptions défendues par la LCR, le 2^e est représenté par I.D.S., et le troisième, dont « Soldats en Lutte » se veut l'écho, était à l'origine proche de l'OCT.

Bien entendu, la richesse du mouvement des soldats a toujours heureusement dépassé ces organisations.

Mais ces trois courants ont toujours joué à des titres divers et suivant les périodes, un rôle déterminant dans l'orientation générale du mouvement et dans les initiatives qu'il a prises. C'est pourquoi de nombreux soldats y font référence. Nous laissons bien entendu à chacun le soin de juger si ce rôle fut positif ou négatif.

Les divergences entre ces courants sont réelles mais il faut bien reconnaître que le débat a toujours été d'une extrême confusion, visant surtout à satisfaire des polémiques stériles et sectaires plutôt qu'à faire avancer l'ensemble du mouvement. La question du « syndicat de soldats » en est un triste exemple.



contribution

Cette question est pourtant très importante surtout du point de vue de l'activité quotidienne dans les casernes. Il n'est guère possible de la résumer en quelques lignes. Indiquons simplement que si nous sommes favorables à la construction d'un syndicat de soldats, appelés et engagés, indépendant de la hiérarchie militaire, et étroitement lié dans ses objectifs au mouvement ouvrier et populaire, nous pensons qu'une telle perspective est totalement illusoire aujourd'hui.

C'est pourquoi, au lieu de nous référer sans cesse à cet objectif pour longtemps encore irréaliste, nous mettons en avant les 2 idées-forces suivantes :

1) Nécessité de construire un mouvement de masse dans les casernes, dont les formes de lutte et d'organisation tiennent compte du rapport de force général dans le reste de la société. L'existence d'un tel mouvement, même faible, est d'ailleurs la seule garantie, la seule façon de faire pénétrer durablement dans la conscience et la pratique du mouvement populaire la préoccupation des luttes démocratiques dans les casernes.

2) Nécessité de lier étroitement ce mouvement au mouvement ouvrier et populaire, et en particulier de tisser « l'alliance » avec le mouvement syndical. Nous entendons par ce terme la recherche non pas seulement d'un soutien ponctuel, mais d'une collaboration à tous les niveaux entre le mouvement syndical et



les soldats en lutte, autour d'objectifs, de revendications et d'actions précises.

« Soldats en lutte »

Jusqu'à cette année, ce courant n'avait pas jugé bon d'apparaître publiquement.

Cette attitude n'est plus possible aujourd'hui. Tout d'abord parce qu'elle a engendré une certaine confusion dans les casernes

alors que le mouvement des soldats a tout intérêt à ce que le débat qui le traverse soit le plus clair possible.

Ensuite parce que les militants qui se réfèrent à ce courant sont d'origines politiques bien plus diverses que ne le laissent apparaître ses liens privilégiés avec une organisation d'extrême gauche.

Enfin, parce que la crise actuelle de la gauche et de l'extrême gauche en France ne garantit pas la poursuite, bien nécessaire, de la lutte dans l'institution militaire.

Ce courant a donc décidé de se définir de manière autonome, sans liens organiques avec telle ou telle organisation.

En diffusant le bulletin « Soldats en Lutte », nous n'avons pas l'impression d'accentuer la division du mouvement des soldats français, puisque celle-ci est malheureusement une réalité. Nous espérons bien au contraire, en clarifiant le débat en son sein, contribuer à sa construction.

« SOLDATS EN LUTTE »

P.S. : Pour tous contacts, écrire au journal qui transmettra.



IRLANDE : LABORATOIRE DE LA REPRESSION

Le 5 décembre 1974, le Times, journal conservateur anglais, décrivait l'ordinateur du Corps de Renseignements Militaire au camp de Thiepval, près de Lisburn à 10 km. de Belfast, comme « le plus perfectionné en Europe ».

Cet ordinateur comprend 4 systèmes. La « P Section » (rubrique P) contient les renseignements personnels (noms, adresses, âge, description, travail, habitudes, déplacements famille, véhicule, contacts).

La seconde rubrique contient des renseignements obtenus à partir de bottins téléphoniques, listes électorales, et « observations actives », c'est-à-dire obtenues en arrêtant les gens dans la rue et en les forçant à répondre aux questions. Pour chaque maison, il y a des informations sur noms, occupations, numéros de référence pour la section P, opinions politiques des occupants, couleur des murs, photos ou affiches dans les chambres, etc.

Le troisième rubrique est réservée aux véhicules : taxe, immatriculation, propriétaires, religion du proprio.

La quatrième et dernière connue traite des déplacements des véhicules à travers les « check points » et les villes de façon à obtenir un aperçu de tous les déplacements de voitures ; surtout de celles en provenance de quartiers républicains.

Les Services Sociaux ne sont pas épargnés et leurs fichiers sont de plus en plus utilisés par les forces de la répression. Ainsi les dossiers médicaux et scolaires fournissent aux militaires tous les renseignements nécessaires.

L'interchangeabilité des ordinateurs des Services Sociaux, Armée Brit, Police, RUC * font de ce système l'un des plus perfectionnés au monde. Tous ces systèmes de contrôle des populations font l'objet de conférences internationales où policiers et militaires Français, Allemands, Américains et Brits s'échangent renseignements et idées, tout cela rentrant bien sûr dans le cadre des échanges de l'OTAN.

Pendant ce temps, il y a en Irlande du Nord, en Eire et en GB plus de 3 000 prisonniers que les « autorités » refusent d'appeler « politiques » ; le statut de prisonniers politiques ayant été aboli en 74 par le Gouverneur Colonial de l'époque, le socialiste Roy Mason.

Irlande en lutte

Il faut bien comprendre que la guerre en Irlande est une guerre de libération nationale menée par un pays colonisé depuis des centaines d'années. Le but final de la Résistance : une île d'Irlande républicaine et socialiste. Le combat se mène autant dans le nord colonisé que dans l'Eire (Etat « libre » d'Irlande du Sud) néo-colonisé, c'est-à-dire là où une bourgeoisie locale tient le rôle de l'ancien colonisateur. En GB on parle de nouveau Viet Nam, aux USA de nouveau Cuba !!!

Malgré une répression féroce - où des équipes de militaires en « civil », les SAS, ont pour mission de tirer à vue sur tout républicain rencontré ou poursuivi dans la rue, - où n'importe qui peut être arrêté, n'importe quand, jour et nuit, pour une période de 7 jours sans avoir droit de prévenir qui que ce soit, sans pouvoir contacter un avocat (pratiquement, les gens « disparaissent » pendant 7 jours), - où les passages à tabac et tortures sont pratiques cou-

Un modèle du genre

Tous ces renseignements sont à la disposition de tout soldat sur simple « demande orale radio » sur le réseau militaire « Ulsternet », permettant une identification instantanée par communication au niveau du Contrôle Opérationnel du Bataillon concerné, avec l'ordinateur de Thiepval Barracks.

Ce système a trois buts :

1. Collecter et analyser certains déplacements de gens ou de véhicules pour découvrir un comportement « anormal » pouvant révéler des « activités républicaines ou socialistes ».
2. Intimider et harceler certaines catégories de la population. Par exemple, le jour de leur 16 ans, tous les adolescent(e)s sont contrôlé(e)s, puisqu'ils ou elles ont atteint l'âge légal.
3. Fournir des informations aux services secrets en lutte, de « contre-guérilla ».





rantes,
- où 300 prisonniers à Long Kesh vivent nus sous une couverture depuis 3 ans pour réclamer le statut de prisonnier politique,
- où les services sociaux refusent toute aide aux familles des prisonniers, qui ont une existence précaire,

et bien que tout cela dure depuis dix ans, la Résistance irlandaise, politique et armée, commence à venir à bout du moral de l'Armée Brit. Celui-ci étant au plus bas, il n'est pas rare de voir des soldats « craquer » et se mettre à tirer n'importe où, sur n'importe qui ; il est même arrivé que des soldats aient été amenés à abattre un des leurs qui avait tué son officier.

Plus de 320 soldats brits sont morts en Irlande depuis 10 ans.

Par contre, la Résistance n'a jamais été mieux organisée, équipée et surtout soutenue par la population des quartiers républicains. Notons qu'un peu partout dans le monde se sont développés des Comités de Soutien à la Résistance Irlandaise et à la lutte pour le statut des prisonniers politiques.

PLUS LA REPRESSION EST DURE, PLUS LA RESISTANCE SERA FAROUCHE ET ORGANISEE.

J. Jack du Comité Irlande

cross en l'air

Le week-end des 15 et 16 décembre dernier, « ce n'était pas un temps à mettre un chien dehors » reconnaissent les commentateurs bien informés. Et pourtant ils étaient 40 000 à se bousculer dans le bois de Boulogne pour le cross du *Figaro*. Et alors, où est l'armée là-dedans ? se demandent nos lecteurs impatients qui se moquent pas mal du journal préféré de l'Etat-Major français. Mais pourtant, la presse à *Hersant* (ex-nazi, dit la biographie) s'intéresse, elle, au « populo ».

Eh oui, le cross (baptisé « jogging » par ceux qui admirent la foulée de Jimmy « Pershing » Carter), ça sert aussi, comme pour les soldats, à faire croire que notre bonne société giscardienne est unie, dans un

même élan. Un élan qui s'écroule dans la boue de ce bois, massacré par nos drogués de la pointe de vitesse.

Et puis, si nos lecteurs ont l'impression qu'on pousse un peu, sachez que les crossmen, eux, étaient poussés par des officiers qui encadraient la course, munis de talkies-walkies, main dans la main avec leurs compères de la poulaille. Ils se croyaient en pleine manœuvre et maniaient ces milliers de « civils » comme une division en campagne, l'informatique en plus.

Ce n'est pas la militarisation de la société peut-être ? Comme disait *Libération* après cette grosse opération, « nous n'irons plus au bois » !

SDECE : quelques réflexions

Quand on parle des saloperies de l'armée (et dans ce journal nous en parlons beaucoup, c'est quasiment notre obsession !), on a souvent tendance à laisser de côté un secteur de l'appareil militaire qui s'est lui-même placé dans l'ombre (mais ce n'est pas une raison pour l'y laisser !) : le SDECE, Service de Documentation Extérieure et de Contre Espionnage, autrement dit, les services secrets français. Nous avons déjà relevé leur présence lors de l'intervention « Barracuda » en Centre-Afrique. Ces derniers temps un certain nombre de « révélations » édifiantes ont été publiées à son sujet dans « Le Monde » par J. Isnard. J. Isnard chroniqueur militaire de ce journal et en fait le porte parole dans celui-ci de certains secteurs de la hiérarchie militaire, sinon de l'Etat-Major lui-même. Aussi ces révélations contrôlées semblent avoir pour fonction essentielle de faire « passer », y compris à l'intérieur du SDECE lui-même, certaines mesures de réorganisation et de remises en ordre actuellement mises en œuvre, dans ce vaste panier de crabes. Ces « révélations » ne font que lever un coin du voile qui dissimule les agissements du SDECE mais elles sont en elles-mêmes déjà fort intéressantes parce que révélatrices. Elles concernent d'une part les méthodes du service de sécurité interne et d'autre part l'activité en Afrique.

La récente nomination à la tête de ce service d'un ancien capitaine de la gendarmerie est présentée par Isnard comme une initiative qui « traduit, en réalité, une reprise en main du service de sécurité interne par une autorité formée de tradition à imposer et à faire respecter une discipline à la fois plus rigoureuse, moins arbitraire et plus réglementaire ».

La reprise en main du service de sécurité interne

Et pour illustrer ce qu'il entend par « arbitraire » Isnard énumère un certain nombre de « bavures » qui ont été attribuées aux agissements de ce service, dans le cadre de « la chasse aux sorcières » qu'il mène dans le SDECE. Ainsi le cas de Maurice Clément accusé, sans preuve, de travailler pour les services soviétiques.

« Séquestré illégalement dans un appartement du seizième arrondissement à Paris, où il est soumis à une série de plus de deux cents questions et au détecteur de mensonges en présence, notamment, d'un médecin du service psychotechnique du SDECE, M. Clément, menottes aux mains, lunettes opaques sur les yeux, est entraîné dans le garage en sous-sol d'un immeuble du dix-neuvième arrondissement (où le Service dispose clandestinement d'un appartement), puis dans la cave d'un pavillon de la banlieue parisienne par trois agents de la sécurité masqués, dont l'un est armé d'une mitrailleuse avec un silencieux.

Attaché au tuyau d'un radiateur de chauffage central, M. Clément est contraint, pour éviter la pire, à un « aveu », aussitôt rétracté par écrit après



la délivrance d'un certificat médical qui constate les contusions, l'hémorragie et les ecchymoses dont il a souffert. Il est, cependant, mis en disponibilité « dans l'intérêt du service ».

Il évoque aussi la mort mystérieuse de trois employés du GCR, organisme chargé d'écouter les émissions des gouvernements étrangers, qui refusaient leur intégration au SDECE quand le GCR y a été rattaché en 1975.

Dans la nuit du 24 au 25 août, M. Blanc se serait donné la mort par pendaison dans le secteur français de l'ancienne capitale allemande. On retrouve dans sa chambre un verre ayant contenu des comprimés d'un barbiturique et, dans une poubelle, des enveloppes vides de ce produit. Il n'y aura ni autopsie, ni enquête. Le certificat de décès porte la mention : mort non naturelle.

A Domme (Dordogne), où le SDECE entretient une autre station d'écoute, deux agents du

GCR disparaîtront dans des conditions aussi mal éclaircies : Melle Claudine Sololowski, placée devant le même choix que M. Blanc, met fin à ses jours avec un revolver, et M. Edmond Dessille, en congé maladie, avale des barbituriques dans la chambre d'un hôtel de Sarlat, la veille de Noël 1977.

le SDECE en Afrique

Toujours selon Isnard, certains agents reprocheraient au service d'avoir, en Afrique, été « trop orientés dans ses contacts sur la voie d'une collaboration exclusive avec les régimes locaux les plus contestables par leurs excès ». Non seulement, il supplée aux carences de la CIA sur ce terrain, en lui fournissant les renseignements dont elle a besoin mais « les services sud-africains et rhodésiens continuent de bénéficier de la complicité agissante de leurs correspondants français ».

Mais le SDECE ne ferait pas que du renseignement, son service « action » agit et parfois de façon autonome par rapport à la politique officielle française. Ses cibles favorites sont des états « progressistes » comme le Mali, le Congo ou le Bénin.

« Certains de ces Etats ont même été, parfois, dans le passé, l'objet d'une tentative de déstabilisation sur des initiatives, sans couverture officielle, des services français. Toutes les opérations clandestines ne s'achèvent pas avec succès, comme le coup de main entrepris par Bob Denard à Moroni (Comores) en mai 1978.

On se souvient, par exemple, du coup de force, en janvier 1977, contre Cotonou, la capitale du Bénin, organisé depuis le Gabon par le colonel Borgeaud, pseudonyme d'un ancien commandant du SDECE devenu colonel gabonais et conseiller du président Bongo pour le renseignement, tout en restant correspondant des services français si l'on en croit ses collègues. Cette opération n'avait pas reçu l'aval des autorités françaises, ce qui n'a pas empêché son exécution ».

Nous qui dénonçons l'interventionnisme français en Afrique, nous ne devons donc pas oublier que les interventions ne sont pas seulement le fait de la « force d'intervention », le SDECE joue aussi, plus discrètement peut-être, sa partie et constitue un pilier important de la politique impérialiste de la France.

André



la roseraie au bout du fusil

« La Roseraie » : au sud d'Angers c'est un quartier d'HLM, non loin de nombreuses boîtes, horticoles notamment.

« Le centre Jean Vilar » : dans la « Roseraie » c'est au rez-de-chaussée un self où déjeunent et dînent les gens - honnêtement - pour 13 Frs le menu... Aux étages : les chambres de la Résidence de jeunes travailleurs (euses). C'est dans ce cadre que nous avons obtenu l'autorisation de faire une semaine... « d'information sur l'armée » !

Ce n'est pas facile de faire une exposition accessible à tous. Il faut qu'on puisse s'y arrêter une minute comme une demi-heure, et il faut être très documenté - car pas question d'afficher des slogans ! On a donc démonté les principaux rouages de l'armée en 4 panneaux intitulés « Démocratie ? », « Quel ennemi ? », « L'armée la bien-aimée ? », et « Résister ? ».

clandestins), par des liens avec les civils (contacts syndicaux, lettres anonymes à la presse, conférence de presse...).

Et parfois, ce long travail d'unité peut déboucher sur des actions de masse (boycottages, retards collectifs, etc.).

Deux films...

On voulait projeter « RAS » et « Avoir 20 ans dans les Aurès ». Il reste si peu de copies de ces films qu'on nous a envoyé à la place « Fort invincible » - pire que John Ford - et Mash - pire que les « Bidasses en folie ».

Tout le monde a été déçu, et la première projection fut un bide, on n'a pas su amorcer la discussion après de tels navets.

Une expo...

Les trois premiers foutent le nez de l'armée dans sa propre merde. Par exemple, bien des gens furent stupéfaits à la lecture du règlement de discipline générale qui puni de 15 jours de prison celui qui « n'exécute pas un ordre reçu » (art. 334) mais de 60 jours celui qui « désobéit formellement à un ordre donné » (art. 332) !

Le quatrième raconte ce qu'est un Comité de Soldats : ni un syndicat traditionnel (une telle analyse relèverait de l'angélisme !), ni un noyau gauchiste (la Sécurité Militaire ne le sait que trop bien !), mais un groupe de copains ayant pigé qu'un des plus sales tours qu'on puisse jouer à l'armée, c'est d'organiser les soldats contre elle, en profondeur, en s'unifiant par des comportements quotidiens (répartition des corvées...), par des discussions (d'où les bulletins

Mais le lendemain, on annonça franchement la couleur : « On va vous projeter la première bobine de Mash, vous verrez comment les héros s'intègrent sans résistance au folklore militaire »... Et les cinquante jeunes présents discutèrent avec animation : témoignages de bidasses regrettant amèrement de ne pas avoir ainsi discuté avant leur incorporation. Beaucoup de questions aux anciens militants de Comités de Soldats du CLAM, question à une copine de bidasse.

Et un concert !

Le concert rock termina la semaine, ce fut 160 jeunes qui écoutèrent une musique sur laquelle on ne marche pas au pas...

Pour finir : un cahier « Appréciations sur l'expo » est resté sur une table et beaucoup l'ouvrirent pour y écrire...

Mon impression générale est que s'attaquer à l'armée revient encore à remuer un tabou, surtout chez les plus de 25 ans ; et qu'il nous faut démontrer aux jeunes, angoissés par ce qui les attend, que la résistance à l'intérieur est possible.

Un copain du
CLAM d'Angers

Abonnez-vous

10 numéros :

- NORMAL : 40 f

- SOUTIEN : + de 40 f

chèques à l'ordre de :

" ROMPONS LES RANGS "

bp 328

75 634 Paris Cedex 13



L'AUDIENCE
EST OUVERTE.

A PROPOS DU PROCES DE JEAN FABRE

POUR une fois, on a assisté, lors du procès de Jean Fabre (1) à un élargissement important de la solidarité aux luttes des objecteurs.

C'est ainsi que se sont déroulés : un colloque au Sénat contre les juridictions d'exception (TPFA, Cour de Sureté de l'Etat...) organisé par le MRG avec la participation du PS, de la Ligue des Droits de l'Homme... ; un meeting, le 26 novembre qui rassembla 3 000 personnes à la Mutualité, ce qui en ces temps de « crise » se fait rare... ; enfin, plusieurs manifestations (une le 25 devant la caserne et le 27, jour de procès, sur les trottoirs).

Ce procès fut un drôle de moment à passer pour les émissaires de l'Etat-Major. Tout d'abord les avocats s'en prirent aux TPFA eux-mêmes. Les TPFA, qu'est-ce ? Pour qui n'a pas lu le livre de Jean Luc Hennig et Mireille Debard, « Les juges kakis », sachez que les juges en sont désignés (pour 3 sur 5 d'entre eux) par l'accusation (l'armée), qu'il est impossible d'y faire appel et que les motivations du jugement sont tenues secrètes : même pas les maigres droits octroyés dans le civil !

Puis Jean Fabre, dans une longue intervention, fit le procès le plus fidèle de l'armée : une armée qui prépare l'apocalypse nucléaire tout en cachant « ses crimes en intervenant pour sauver l'honneur d'un président couvert de diamants », une armée qui quadrille le territoire en défendant « l'ordre intérieur », une armée qui méprise les femmes.

simple demande, réduction du service civil à un an, publicité des textes. Ce n'est donc pas un véritable droit à l'objection qui est préparé (la question de la nature du « service civil » n'étant pas abordée), mais une banalisation juridique des luttes des objecteurs.

Banalisation qui est renforcée par l'aspect répressif de la question : c'est ainsi que Schwartzberg du MRG, lors du colloque, proposait de remplacer les TPFA par des « jugements en tribunaux ordinaires et notamment à la Cour d'Assises », oubliant de dénoncer le rôle de cette juridiction « civile » qui, pour être plus « accessible » que les TPFA, n'en est pas moins une justice de classe.

Pour une lutte permanente

Et c'est ainsi que l'action s'est résumé en une série d'initiatives ponctuelles, nos bons parlementaires (après avoir exclu l'extrême gauche des réunions préparatoires) se réservant la possibilité de légiférer quand bon leur semble. Pendant ce temps Yves Dauphin et Marc Gauthier, OP 20, étaient arrêtés lors d'un collage pour le meeting... La création du Comité pour l'Abrogation de la Justice Militaire (2), qui rassemble des militants antimilitaristes, est une avancée pour une lutte permanente sur ce terrain. Le CAJM s'est fixé dès à présent de participer régulièrement aux séances des TPFA. Une coordination avec des antimilitaristes de Metz, de Bretagne et de Lyon se dessine.

Nicolas Gassart

« J'ai un bon projet dans ma tabatière »

Mais si ce fut « victoire politique et non judiciaire » comme le dit M^e Leclerc, un des avocats, il est bon de remarquer à quel point a joué la personnalité de Jean Fabre, dirigeant d'un parti qui cajole ces vieux notables du MRG et quelques « présidentiables » en goguette. Le MRG prépare un projet de loi sur l'objection tout ce qu'il y a de plus démocratique : obtention du statut d'objecteur sur

(1) Secrétaire général du Parti Radical Italien, et insoûmis (juridiquement escompté après son procès) à l'encaissement, il comparait le 27 novembre devant le TPFA de Paris.

(2) Il se bat pour : la dissolution des TPFA et TMA (Tribunaux Militaires aux Armées) et la suppression des ordonnances de 1959...

(3) Adresse provisoire : c% La Gueule Ouverte 163 rue de Chevaleret 75013 Paris.

« Légionnaire, mercenaire, tortionnaire... » Prévert

GISCARD, en nous présentant ses vœux, nous demande, pour conjurer les menaces de guerre, de remettre aveuglément notre sort entre ses mains. Mais qui sont les fauteurs de guerre ?

La presse française s'offusque quand les parachutistes soviétiques débarquent à Kaboul avec le président Karmal dans leurs bagages. Mais que dit la presse française quand les parachutistes français débarquent à Bangui avec le président Dacko dans leurs bagages ?

Breïnev déclare que ses troupes quitteront l'Afghanistan « dès le moment où les conditions vont être créées ». Giscard déclare que « la présence des parachutistes français en Centrafrique n'est pas éternelle, dès qu'elle ne sera plus nécessaire, ceux-ci seront immédiatement retirés ». Dans les deux cas on constate un même refus méprisant de laisser un peuple choisir librement son avenir.

Giscard dénonce les fauteurs de guerre et il ne cesse de perfectionner une force d'intervention extérieure composée de légionnaires et de parachutistes professionnels (25 000 hommes), qui n'a rien à voir avec les nécessités de la défense nationale mais est entièrement destinée à l'agression contre les peuples, en particulier ceux d'Afrique, comme en témoigne la liste déjà longue des interventions militaires sur ce continent : 1964 Gabon, sans interruption depuis 68 au Tchad, 78 Mauritanie et Sahara, 77 et 78 Zaïre, 79 Centrafrique. Comme on peut le constater, les « fauteurs de guerre » ne sont pas seulement soviétiques, américains, cubains...

« La légion saute sur Kolwezi »

C'est dans un tel cadre qu'il faut apprécier la sortie sur les écrans de ce film. C'est une saloperie, ce qui n'est pas étonnant quand on sait que le scénario est tiré d'un livre de l'ex-capitaine Sergent, un des chefs de l'OAS,



rentré en grâce au moment de l'élection de Giscard. A aussi collaboré au scénario le colonel Erulin, aujourd'hui décédé, qui dirigea l'opération. Ce dernier, lorsqu'il était lieutenant en Algérie, « travailla » dans un centre de torture où séjournerent, entre beaucoup d'autres, Maurice Audin qui y mourut et Henri Alleg qui en réchappa pour témoigner dans son livre, *La Question*, de ce qu'il avait vu et subi. Voilà pour les auteurs...

Quant au thème, c'est d'un simplisme manichéen, du western, comme on n'ose plus en faire : les « gentils » légionnaires contre les « méchants » nègres, viennent sauver les victimes innocentes et sans défense.

Comment s'étonner des violences d'une population africaine surexploitée à l'égard des « colons » blancs vivant dans un luxe ostentatoire ? D'autre part, l'armée française ne s'est pas gênée pour intervenir dans d'autres pays africains sans pouvoir se prévaloir de telles justifications « humanitaires ». Alors, préserver des vies « européennes » ou préserver des intérêts économiques juteux ?

sable chaud

Oh, chouette, un documentaire ! Mardi 11 décembre, 21 h. 35, le petit écran nous offre une heure et demi sur la Légion (« Des hommes sans nom », reportage de J.F. Chauvel et Anne de Bois-milon) : un vrai dépliant publicitaire ! Tous les clichés y passent, l'amitié virile, la solidarité qui fait fi des nationalités (avec des réserves pour les « bougnoules »), le goût du sacrifice. Ah, ces légionnaires... Des hommes, des vrais, qui courent, rampent, sautent en parachute, tirent, tapent, poignent, payent, plongent, défilent en chantant « tiens, t'auras

du boudin »... Heureusement qu'ils sont là ! Ils civilisent la Guyane en construisant des routes et en jouant au foot avec les indiens, veillent aux frontières de Djibouti et s'occupent des crèches à Noël. Vraiment, « des hommes attachants » !

Nous, à « Rompons-les-Rangs », on croyait plutôt que la Légion, c'était la guerre d'Algérie et les tortures, le bordel de Calvi, les déserteurs qui crèvent au bagne après avoir été repris, l'ordre (néo)colonial. On a failli mourir idiot... Ouf, merci TF 1 !

L'Afrique est riche : uranium, cuivre, diamants, pétrole, coton, arachide, café, etc., mais ces richesses sont allègement pillées par les anciens colonisateurs qui n'hésitent pas à intervenir pour maintenir au pouvoir les cliques corrompues qu'ils ont installées pour gérer leurs intérêts. Quitte à changer de gérant quand celui-ci, comme Bokassa, n'est vraiment plus présentable et que son peuple excédé commence à se soulever.

Voilà un arrière-plan que se garde de montrer ce film, occupé qu'il est à chanter les exploits des légionnaires, ces « héros » qui, puisque les guerrilleros se sont évanouis dans la brousse à leur arrivée, ont massacré des centaines de civils africains et même des « européens », comme en ont témoigné les paras belges horrifiés.

« Casser du nègre », voilà en quoi a consisté en réalité cette prétendue « opération humanitaire ». Pour 128 morts « blancs », il y aurait eu en effet 700 morts « noirs ». Comptabilité éloquente ! Pouvait-on attendre autre chose de « l'humanisme » légionnaire ? Que sont-ils en fait ces héros aujourd'hui exaltés à l'écran ? Derrière l'image frelatée des « beaux légionnaires qui sentent bon le sable chaud », il y a la réalité de la légion, réalité indigne d'un pays qui se prétend démocratique. Des hommes auxquels on enlève jusqu'à leur identité de naissance pour mieux manifester qu'à partir du moment où ils y sont entrés, ils perdent tous leurs droits de citoyens et appartiennent désormais corps et âme à la légion. Des hommes auxquels on fait subir un dressage intensif jusqu'à ce qu'ils soient devenus des robots tortionnaires et violeurs, des mécaniques à tuer et à se faire tuer

sans sourciller. Prévert avait raison de faire rimer légionnaire avec mercenaire et tortionnaire.

D'autres Kolwezi ?

La projection d'un tel film est profondément malaisante. Pour trois raisons. D'abord elle relève d'une volonté de banaliser dans l'opinion française l'interventionnisme en Afrique, l'interventionnisme passé et à venir. Car des Kolwezi, il y en aura d'autres, étant donné l'impopularité et la fragilité des régimes soutenus par la France.

Ensuite elle contribue en exaltant ainsi leur action, à redorer le blason de corps (légion, parachutistes) qui étaient passablement déconsidérés depuis la guerre d'Algérie où ils s'étaient fait les instruments de toutes les menées putschistes et fascistes. Aujourd'hui ces gens se remettent à parler haut, il y a peu des anciens paras ont prétendu interdire à S. Gainsbourg de chanter sa *Marseillaise*, lors d'un tour de chant. Si l'on n'y prend garde un tel climat est lourd de menaces pour la démocratie.

Enfin, par l'image caricaturale et odieuse qu'elle donne de l'Africain, elle alimente les préjugés racistes. Préjugés qui se traduisent quotidiennement pour les Africains et les Arabes travaillant dans notre pays par des brimades policières, des agressions voire des assassinats purs et simples, comme dernièrement à Amiens et à Mulhouse.

Comme il y a 20 ans, l'aventure à l'extérieur nourrit à l'intérieur le fascisme, le militarisme et le racisme.

Armée française, hors d'Afrique

Dissolution de la légion
Dissolution de la force
d'intervention extérieure
Démantèlement des bases
françaises d'Afrique

Centre d'Etude Anti-impérialiste (CEDETIM), Collectif des Anciens Engagés, Collectif féministe contre la répression, Collectif de Lutte Anti-Militariste, Libération-Afrique, Organisation Communiste des Travailleurs, Union des Travailleurs Communistes Libétaires. (Au moment où nous bouclons ce numéro, d'autres signatures étaient attendues).



LES PARAS SAUTENT SUR STRASBOURG

« En ces temps de difficultés de tout ordre et à l'heure où Monsieur le président de la République demande aux Français de s'unir pour sortir de la crise, il me paraît incroyable qu'un chanteur puisse provoquer le désaccord et semer le désordre dans un pays en ridiculisant notre hymne national ! ». Voilà, dit très clairement, les motifs employés par une centaine de paras pour empêcher Gainsbourg de chanter le 4 janvier. Mais de quel hymne parlent-ils ? Celui qu'ont chanté tous les baroudeurs quand ils allaient, gégène en main, « pacifier » l'Outre-mer pour le profit des patrons français. Celui qu'entonnent tous nos gouvernants pour nous faire taire face à l'ordre capitaliste et gueuler face aux « étrangers ». Pour nous, qui refusons le

racisme ** ; nous, qui ne voulons pas nous mettre au garde-à-vous, figés dans la bêtise comme eux devant Gainsbourg, chantant la Marseillaise le poing levé ; nous, qui ne voulons pas écouter la musique qu'on aime, encadrés par 400 CRS, comme ce soir-là, il n'est pas question de voir longtemps ces apprentis-führer sévir.

* Frantz, un des membres de l'Association des anciens parachutistes.

** « Gainsbourg fait partie de gens qui se sont bien, et même très bien installés chez nous. Une troupe où marchent en cadence les Krivine, Cohn-Bendit, Lévy ou autre Glucksmann (...) » écrivent ces nazillons.